

MESSAGE DU PRÉSIDENT AUX PARTENAIRES SOCIAUX

**L'Etat attaché
au dialogue permanent
avec les partenaires
sociaux**

P. 24

BOURSE D'ALGER

**Les transactions
progressent
de 63% en
2021**

P. 24

GUERRE DE LIBÉRATION

**La revue Politis
met la lumière
sur "la guerre
des grottes"**

P. 4

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Bouslimani appelle les médias à accompagner les efforts de l'Etat dans le développement national

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a appelé, mardi à Alger, les médias nationaux à accompagner les efforts de l'Etat dans tous les domaines du développement national et à mettre en exergue les principales réalisations accomplies ces dernières années. Dans une déclaration en marge d'une visite à nombre de médias nationaux publics et privés, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, M. Bouslimani a exhorté la presse nationale à "accompagner les efforts de l'Etat dans tous les domaines et à promouvoir l'image de l'Algérie à l'étranger". "Nous attendons beaucoup de la presse nationale, notamment en cette conjoncture où l'Algérie est la cible de nombreuses attaques cybernétiques par des pays qui mobilisent des fonds colossaux pour s'en prendre au pays", a-t-il souligné.

P. 3



PRODUITS AGRICOLES DU TERROIR

**Une production nationale,
des ambitions
internationales**

P. 6

ALLOCATION CHÔMAGE

**Un budget de plus
de 80 milliards DA
alloué**

P. 8

DISTILLATION DE L'EAU DE ROSE À BLIDA

**Un patrimoine
menacé de
disparition**

P. 8

SANTÉ

BRONCHIOLITE
**Quand votre
bébé doit-il
aller chez le
kiné ?**

Pp 12-13

F   T B A L L

LIGUE 1
(29^e JOURNÉE)

**Le leader en péril
à Tizi-Ouzou, lutte
à distance pour
le maintien**

P. 21



CULTURE

**Le comédien
Mohamed
Hazim n'est
plus**

P. 24

RÉGION DU TASSILI

**Plus de
4.700 oiseaux
migrateurs
observés
depuis début
2022**

P. 2

ALGER

Séisme de 3,0 degrés
au large de Bordj
El Bahri (CRAAG)

Un tremblement de terre de 3.0 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré mercredi à 02h53 au large de Bordj El Bahri, dans la wilaya d'Alger, annonce le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG).

Selon le CRAAG, la secousse sismique a été localisée à 12 km au nord-ouest (en mer) de Bordj El Bahri, dans la wilaya d'Alger.

TIZI-OUZOU

Décès du moudjahid
Ali Amgoud

Le moudjahid et ancien lieutenant de l'armée de libération nationale (ALN), Ali Amgoud s'est éteint mardi à Tizi-Ouzou à l'âge de 95 ans, a-t-on appris de membres de sa famille.

Engagé très jeune dans le mouvement national au sein du Parti du peuple algérien (PPA), le défunt a milité aux côtés de Didouche Mourad à Alger avant son départ à Constantine.

Au déclenchement de la guerre de libération, le 1er novembre 1954, il rejoint l'ALN et prit part à plusieurs batailles et opérations, dont la riposte à l'opération jumelles de l'armée coloniale (du 22 juillet 1959 au 4 avril 1960) qui avait pour cible la wilaya III historique.

Le 3 juillet 1962, Ali Amgoud et le colonel Mohand Oulhadj étaient les premiers à hisser le drapeau national à Sidi Fredj (Ouest d'Alger).

TLEMCCEN

Projet d'urgence pour
l'approvisionnement
en eau potable au
quartier d'Oujlida

Un projet d'urgence est en cours de réalisation pour renforcer l'approvisionnement en eau potable au profit des habitants du quartier de Oujlida dans la commune de Tlemcen, a-t-on appris auprès du directeur de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE), Sid-Ahmed Benamar.

Sid-Ahmed Benamar a indiqué, à l'APS, que ce projet comprend la réalisation d'une canalisation de transfert sur 2 kilomètres (pour une enveloppe de 20 millions DA), du réservoir principal de la cité "Koudia" dans la commune de Tlemcen à la cité "Oujlida" qui est alimenté actuellement de 8.000 mètres cubes d'eau à partir de la canalisation principale du barrage de "Beni Bahdel", pour un ratio de cinq jours par semaine.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
14 décès et 605 blessés
en 72 heures

Quatorze (14) personnes ont trouvé la mort et 605 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant les dernières 72 heures à travers le territoire national, indique, mardi, un bilan de la Protection civile.

Durant la journée du 2 mai, premier jour de l'Aïd, quatre (04) personnes ont péri et 281 autres ont été blessées sur les routes, dont trois (03) décédés et huit (08) blessés dans un accident enregistré dans la wilaya de Bouira, précise la même source.

S'agissant du bilan des accidents de la route durant le mois de Ramadhan, la Protection civile fait état de 153 décès et 4337 blessés.

RÉGION DU TASSILI

Plus de 4.700 oiseaux
migrateurs observés
depuis début 2022

Au moins 4.732 oiseaux aquatiques migrateurs représentant 44 espèces ont été observés depuis le début de l'année en cours au niveau des zones humides et plans d'eau de la région du Tassili, a-t-on appris dimanche des responsables de la Conservation des forêts de la wilaya d'Illizi.

La plupart de ces oiseaux migrateurs ont été observés au niveau des exutoires des stations d'épuration de Djanet et Illizi, ainsi que des zones humides telles que Ikenouine, Ifertine, Ifni, Tamadjert, Imehrou et Oued-Djerrat, a précisé à l'APS le chef du service technique à la Conservation des forêts, Abdeslam Arab.

M'SILA

453 permis de chasse
délivrés

Pas moins de 453 permis de chasse ont été délivrés à M'Sila depuis début 2021 à ce jour, a-t-on appris auprès des services de la Conservation des forêts de la wilaya et ce, à l'issue de 6 sessions de formation au profit des chasseurs de la wilaya.

La formation (théorique et pratique) a porté notamment sur des critères permettant aux chasseurs de distinguer les espèces ciblées, quand et comment les chasser, la biologie des espèces, les espèces protégées et interdites à la chasse, ainsi que le maniement des fusils de chasse et les règles de sécurité, a-t-on expliqué de même source.

Devenue obligatoire conformément à la loi, la formation des chasseurs s'inscrit dans le cadre de la promotion d'une chasse pérenne, responsable et respectueuse des écosystèmes, a souligné la même source, ajoutant que ces sessions de formation ont été concrétisées en collaboration avec les associations versées dans le domaine dans la wilaya de M'Sila.

MASCARA

Un enfant âgé de 12
mortellement
renversé

Un enfant âgé de 12 ans a été mortellement renversé dimanche soir à Ghriss par un véhicule touristique, a-t-on appris auprès de la Direction de la Protection civile de la wilaya de Mascara.

La victime a été renversée au moment où elle traversait la chaussée par un véhicule de tourisme à bord duquel se trouvaient des individus qui tentaient de dévaliser une bijouterie de la ville de Ghriss, a-t-on précisé de même source.

La dépouille de l'enfant a été déposée à la morgue de l'établissement hospitalier de la ville, a-t-on ajouté.

DJELFA

Un mort et 4 blessés
dans un accident
de la circulation
à Ain El-Idrissia

Une personne est décédée et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mardi à Ain El Idrissia (100 km à l'Ouest de Djelfa), a-t-on appris des services de la direction de wilaya de la Protection civile.

Selon le chargé de communication auprès de ce corps constitué, le lieutenant Abderrahmane Khadher, les éléments de l'unité secondaire d'Ain El Idrissia sont intervenus suite à une collision frontale entre deux véhicules, l'un touristique et l'autre utilitaire, sur la route communale N32, à hauteur du lieu-dit "Chaïfa".

L'accident a causé la mort, sur place, d'une personne (47 ans), au moment où quatre autres, âgées entre 27 à 47 ans, ont été atteintes de blessures plus ou moins graves. Ces dernières ont été assistées sur place avant d'être évacuées en urgence, vers l'hôpital El Idrissi pour recevoir les soins nécessaires, est-il ajouté de même source. Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

MÉDIAS

"El Djoumhouria Online":
une nouvelle ère

Le quotidien El-Djoumhouria paraissant à Oran a relevé le défi de suivre les mutations technologiques que connaît le secteur en lançant un journal électronique.

Il inaugure ainsi une nouvelle ère pour un titre de la presse nationale qui remonte à plus d'un demi-siècle. "Le lancement du journal "El-Djoumhouria Online" est considéré comme une nécessité urgente pour suivre l'évolution du paysage médiatique dans lequel le numérique est devenu une alternative aux médias traditionnels, surtout après la baisse du lectorat et l'expansion du multimédia", a indiqué le Président directeur général de ce quotidien du secteur public, Mohamed Alem, dans un entretien accordé à l'APS à la veille de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse coïncidant avec le 3 mai de chaque année.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Bousslimani appelle les médias à accompagner les efforts de l'Etat dans le développement national

Le ministre de la Communication, Mohamed Bousslimani a appelé, mardi à Alger, les médias nationaux à accompagner les efforts de l'Etat dans tous les domaines du développement national et à mettre en exergue les principales réalisations accomplies ces dernières années.

Dans une déclaration en marge d'une visite à nombre de médias nationaux publics et privés, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, M. Bousslimani a exhorté la presse nationale à "accompagner les efforts de l'Etat dans tous les domaines et à promouvoir l'image de l'Algérie à l'étranger".

"Nous attendons beaucoup de la presse nationale, notamment en cette conjoncture où l'Algérie est la cible de nombreuses attaques cybernétiques par des pays qui mobilisent des fonds colossaux pour s'en prendre au pays", a-t-il souligné.

Appelant la presse nationale à "redoubler d'efforts pour mettre en exergue les grandes réalisations accomplies par l'Etat dans plusieurs domaines au double plan local et international", le ministre a affirmé que "certaines parties sont dérangées par la mise en exergue des réalisations et tentent de minimiser ce qui a été réalisé en focalisant uniquement sur les aspects négatifs". Parmi les réalisations qui n'ont pas été suffisamment traitées par les médias, M. Bousslimani a cité "les décisions



historiques prises par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen", ainsi que sa politique judiciaire qui a permis à l'Algérie de réussir la gestion de la crise

du Coronavirus. Le premier responsable du secteur de la Communication a invité les médias à "accompagner les efforts de l'Etat dans le domaine économique, d'autant que 2022 est une année économique par excellence", les

exhortant à "mettre en exergue les positions de l'Etat algérien aux niveaux régional et international". Il a félicité, par la même, la corporation des médias et s'est incliné à la mémoire des martyrs de la profession, soulignant à ce propos

la nécessité de "renforcer le professionnalisme des hommes des médias", l'objectif étant, selon lui, de permettre au journaliste algérien de "faire montre de professionnalisme et de crédibilité, de respecter l'éthique et la déontologie de la profession et de jouir d'un esprit de responsabilité qui demeure l'une des priorités sur lesquelles nous nous focalisons", a-t-il dit. A une question sur la communication institutionnelle, le ministre a indiqué qu'il "y aura bientôt du nouveau", ajoutant que ses services "ont commencé à travailler sur ce dossier, car il est important d'avoir une communication institutionnelle de proximité qui contribue à se rapprocher du citoyen", a-t-il soutenu.

La visite a permis au ministre d'écouter les préoccupations et les suggestions des responsables de différentes institutions médiatiques, et de les encourager à "continuer à faire montre de dévouement et d'esprit de responsabilité et de professionnalisme", mettant l'accent à cette occasion sur "la prise en charge progressive des préoccupations des personnels du secteur".

L'éthique professionnelle, essentielle pour augmenter la performance des médias

Le respect de l'éthique dans le travail journalistique est un élément essentiel pour augmenter la performance des médias et gagner la confiance du citoyen, a estimé l'universitaire Bendriss Ahmed, professeur des sciences de l'information et de la communication à l'université Oran Ahmed Ben Bella. "L'éthique de la profession oblige le journaliste à élever ses performances et à fournir l'information prioritaire pour le citoyen, touchant à la réalité de la société et exprimant ses aspirations ce qui donne de la crédibilité au travail médiatique auprès du public", a indiqué M. Bendriss lors d'une rencontre avec l'APS la veille de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Pour cet universitaire, l'éthique de la profession est comme un "guide" pour le journaliste et sert également de "directives internes pour ses décisions dans diverses situations et sujets auxquels il est confronté dans son travail professionnel". Il s'agit, a-t-il souligné, d'un ensemble de comportements positifs et l'exercice d'un certain nombre de devoirs et de droits visant à

contrôler la profession des médias en établissant un équilibre dans les couvertures médiatiques, en respectant la vie privée des individus et en prenant soin des intérêts généraux de la société. Le chercheur, auteur d'un ouvrage sur "la liberté de la presse et l'éthique dans le travail des médias en Algérie", a mis en garde contre les conséquences découlant de l'absence d'éthique dans le contenu des sites Web et des réseaux sociaux qui diffusent des fake-news, promouvant les rumeurs, la diffamation, nuisant aux personnes et aux institutions, faisant observer que ces dérives ont rencontré un public sensé. La manière de faire face aux abus des sites Web colportant des rumeurs et des idées malveillantes, a-t-il expliqué, est d'établir un système juridique solide en phase avec les développements mondiaux dans le domaine électronique.

Faire face aux médias étrangers malveillants

L'universitaire Ahmed Bendriss a souligné que les médias natio-

naux ont un rôle majeur à jouer dans la lutte contre les plans étrangers agressifs et la propagande malveillante visant à compromettre la stabilité du pays, à ternir l'image de l'Algérie et à nuire à sa réputation aux niveaux local et international. Il a expliqué que la responsabilité des médias nationaux "doit non seulement affronter la propagande malveillante déformant les faits, mais être un rempart impénétrable pour toute tentative visant le pays", notant que "l'alignement des médias pour défendre les valeurs et la souveraineté de l'Algérie empêche tout abus externe ou interne visant à répandre des rumeurs et des idées trompeuses". L'universitaire a également mis en exergue le rôle des médias dans l'accompagnement des efforts de développement que connaît le pays, ainsi que dans la recherche de la diffusion d'une culture de dialogue et de tolérance, le rejet de toutes les formes d'extrémisme et de violence et la diffusion d'idées qui développent et servent l'essor des capacités des membres de la société, le renforcement des liens sociaux et l'unité nationale.

Les réalisations de la presse nationale en matière de sensibilisation saluées par la DGSN

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a salué, jeudi à Alger, les réalisations de la presse nationale en matière de sensibilisation et de lutte contre les informations erronées. Lors d'une rencontre organisée à l'Ecole supérieure de police, Ali Toussi, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, coïncidant avec le 3 mai de chaque année, la DGSN s'est félicité, dans un discours prononcé par le Lieutenant Salma Saoudi, des réalisations des médias nationaux en matière de sensibilisation, de diffusion de programmes engagés et de lutte contre les informations erronées.

La presse nationale "veille à la transmission de messages médiatiques crédibles dans le cadre d'un service public au service du citoyen", a-t-elle souligné. Saluant les efforts de la presse nationale et "les acquis précieux qui ont consacré et garanti le droit du citoyen à une presse nationale intègre", Mme Saoudi s'est recueillie à la mémoire des enfants de la profession morts lors de l'accomplissement de leurs missions durant les différentes phases qu'a vécues l'Algérie. Dans le même contexte, la DGSN s'est dit attachée à renforcer les relations de la coopération "fructueuse" avec les représentants des médias nationaux, soulignant le rôle "important et influent qu'ils jouent dans la diffusion du message médiatique sécuritaire,

de manière à servir aussi bien le pays que le citoyen". De son côté, le directeur de l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI), Abdelhamid Benzaoui a mis l'accent sur le rôle de la presse, vitrine du pays, aux plans interne et externe ainsi que dans la stabilité de la patrie. Et d'appeler les journalistes à "faire montre de déontologie, à se tenir aux règles journalistiques et à veiller à la crédibilité de l'information" notamment face à l'espace virtuel qui a changé le concept du journalisme. D'autre part, M. Benzaoui a évoqué le partenariat "étroit" entre l'ENSJSI et la DGSN, un partenariat traduit par la formation des cadres en Master Communication stratégique et Sécurité nationale. L'administration de la Revue de police, dont le premier numéro a été paru en février 1975, a organisé une visite pédagogique au profit des étudiants de l'ENSJSI, après quoi les invités ont fait le tour des différents départements de la revue, ses plus importantes haltes historiques et les étapes de sa création. Ont été distingués à cette occasion, M. Benzaoui, la famille de feu Mohamed Touati, Commissaire divisionnaire en charge la gestion de la Revue, ainsi que le Commissaire principal de police à la retraite, Mohamed Bouzid, ancien cadre du service communication et presse à la DGSN.

Le FLN plaide pour un système d'information capable de contrecarrer les campagnes qui ciblent l'Algérie

Le parti du Front de libération nationale (FLN) a plaidé mardi pour un système d'information "développé et crédible" capable de contrecarrer les campagnes visant à falsifier les faits et à porter atteinte à la stabilité et à la sécurité de l'Algérie.

Dans un communiqué publié à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai), le parti du FLN a souligné l'importance de "continuer à soutenir les journalistes dans le cadre du renforcement de la liberté d'expression et de l'amélioration de leurs conditions so-

cio-professionnelles afin de bâtir un système d'information développé et crédible capable, tel un rempart, de contrecarrer les campagnes visant à démoraliser les citoyens et à falsifier les faits et les tentatives visant à porter atteinte à la stabilité et à la sécurité du pays par la fitna et la diffusion de mensonges".

La formation politique a appelé la presse nationale à "œuvrer à promouvoir l'image de l'Algérie et à accompagner le pays sur la voie des réformes en mettant en avant les réalisations en matière de protection et de

promotion des droits des citoyens et en mettant à nu la corruption et les attermoissements et retards dans la mise en œuvre des décisions et des programmes".

Après avoir salué les efforts de la corporation, toutes composantes confondues, le parti s'est félicité de la "communication constante" consacrée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec la presse nationale et de sa volonté de "renforcer le système législatif et réglementaire du secteur de la Communication et de l'adapter aux dispositions de la Constitution".

La parti a rappelé les "sacrifices incommensurables consentis par les journalistes", rendant hommage à ceux d'entre eux tombés en martyrs "en défendant l'honneur de la profession et les valeurs de vérité, de paix et de justice". Pour le parti du FLN, la célébration de la Journée de la liberté de la presse est également l'occasion de procéder à une évaluation et d'explorer les perspectives et possibilités en faveur de la promotion de liberté de la presse dans le cadre de la construction de la nouvelle Algérie".

AÏD EL-FITR

La permanence respectée à 99,94%



Le programme de permanence établi pour les deux jours de l'Aïd El-Fitr a été respecté par 99,94% des commerçants réquisitionnés sur l'ensemble du territoire national, a indiqué mardi un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Durant le deuxième jour de l'Aïd, le programme de permanence a été suivi par 99,96% des 49.853 commerçants réquisitionnés pour assurer l'approvisionnement régulier des citoyens en produits et services de base, a précisé la même source.

Par répartition régionale, la permanence a été respectée à 99,95% au niveau de la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations de la région d'Alger, à 99,98% dans la région de Sétif et à 100% dans les régions d'Annaba, Batna et Bechar, selon le communiqué.

Dans l'Oranie, la permanence a été assurée par 99,72% des commerces mobilisés et dans les régions de Blida, Ouargla et Saïda par 100% des commerçants réquisitionnés, a ajouté la même source. Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a salué, dans un communiqué, le respect du programme de permanence par les commerçants mobilisés durant les deux jours de l'Aïd, rappelant la reprise obligatoire de l'activité à partir de mercredi 4 mai 2022 pour l'ensemble des opérateurs économiques conformément à la loi en vigueur.

Durant le premier jour de l'Aïd El-Fitr, 99,93% des commerçants mobilisés avaient assuré la permanence, selon le ministère.

GUERRE DE LIBÉRATION

La revue Politis met la lumière sur "la guerre des grottes"

La revue mensuelle Politis a mis la lumière, dans son dernier numéro, sur une page sombre de la colonisation pendant la Guerre de libération nationale durant laquelle l'armée française a eu recours aux gaz toxiques contre les moudjahidine et les civils, dont des femmes et des enfants, enfermés dans des grottes.

Sous le titre générique "La guerre des grottes", le mensuel édité par le quotidien El-Moudjahid, revient sur ce "dossier explosif qui remonte à la surface 65 ans plus tard", illustré par des articles et photos d'archives.

Evoquant des crimes "souterrains" commis par le colonialisme français entre 1956 et 1961, Politis revient, dans le détail, sur cette page sombre de l'histoire qui "fait partie des secrets verrouillés par la France sur la guerre d'Algérie".

L'auteur de l'article mentionne que c'est sous "le secret le plus total, au plus haut sommet de l'Etat français, qu'a été prise la décision de créer des sections spéciales entièrement coupées de l'armée française, chargées de mener une sale guerre, à coups de gaz, dans les grottes où se repliaient les combattants de l'ALN et, très souvent, des civils, femmes et enfants que les ratissages, les exactions et les bombardements au napalm avaient forcés à quitter leurs hameaux".

Le général De Gaulle avait donné le feu vert pour la création de "sections spéciales" qui vont opérer dans le plus grand secret (même les



autres corps d'armées n'étaient pas au courant), pour "nettoyer" les grottes, écrit le même auteur, précisant qu'il s'agit d'un "crime d'Etat méconnu en raison d'un accès impossible aux archives".

Dans un entretien accordé à Politis, Christophe Lafaye, docteur en histoire, estime, dans ce sens, qu'il est "urgent" d'ouvrir toutes les archives, soulignant qu'à travers "la

guerre des grottes", le ministère des Armées de la 4ème République "croit en l'utilisation de la chimie à des fins militaires pour remporter la victoire".

C'est ainsi que l'emploi de gaz toxiques est décidé", dans un autre article, d'anciens membres de ces sections spéciales reconnaissent qu'"ils ont laissé les cadavres de combattants algériens dans les grottes. Les entrées étaient

détruites lorsque cela était possible", ajoutant que le nombre de disparus de cette guerre "souterraine" est "inconnu".

Leurs familles "n'ont pas su s'ils étaient morts, ni dans quelles conditions", ont-ils confié.

Des historiens et journalistes, dont Christophe Lafaye et Gilles Manceron, ont lancé, le 7 avril 2022, un appel aux autorités françaises pour que les archives militaires "cadenassées" sur le recours aux armes chimiques par l'armée française dans des grottes pendant la Guerre d'Algérie soient "ouvertes et consultables", rapporte Politis. La même publication note qu'un documentaire sur "la guerre des grottes" est en préparation, mais ses initiateurs ont du mal à le réaliser, en raison des difficultés d'accès aux archives. Dans ce sens, il est écrit que 60 ans après la fin de la colonisation et de la Guerre de libération nationale, "on parle d'un +apaisement de mémoires+". Mais, "est-ce possible si la mémoire n'est pas d'abord restituée et si l'accès aux archives reste encore partiel", s'interroge l'auteur qui conclut: "il en est ainsi de la guerre des grottes".

UNIVERSITÉ

Une visite pédagogique à la Revue Echorta au profit des étudiants de l'ENSJSI

La Direction de la Revue de Police "Echorta" a organisé, jeudi à l'Ecole supérieure de Police Ali Tounsi, une visite pédagogique au profit des étudiants de l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI), à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, indique un communiqué du corps constitué.

"A l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, coïncidant avec le 3 mai de chaque année, la

Direction de la Revue Echorta a organisé une visite pédagogique à son siège situé à l'Ecole supérieure de Police Ali Tounsi, au profit des étudiants de l'ENSJSI, dirigée par le Directeur Abdelhamid Benzaoui", selon la même source.

Les invités de la Revue Echorta ont fait le tour des différentes structures, de même qu'ils ont été briefés sur les stations les plus importantes de cette tribune médiatique sécuritaire, son histoire et les étapes de sa création, il y a plus de

quatre décennies. Ont été distingués lors de l'événement supervisé par le Directeur de la santé, d'action sociale et des activités sportives à la DGSN, le Contrôleur de police, Boubekeur Bou Ahmed, M. Benzaoui, la famille de feu Mohamed Touati, Commissaire divisionnaire en charge la gestion de la Revue, ainsi que le Commissaire principal de police à la retraite, Mohamed Bouzid, ancien cadre du service communication et presse à la DGSN.

ARTISANAT

De plus en plus d'artisans transitent vers l'économie formelle

Les artisans activant dans la capitale sont de plus en plus nombreux à intégrer le circuit formel afin d'assurer la pérennité de leurs activités et préserver ainsi le patrimoine culturel national, a fait constater le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers d'Alger (CAM).

Outre la couverture sociale et l'éligibilité aux crédits bancaires, les artisans inscrits au niveau des chambres peuvent bénéficier de formations dans les domaines ayant trait à la gestion de leurs micro-entreprises et la commercialisation de leurs produits, a expliqué à l'APS M.

Mourad Saïdani, directeur de la Chambre.

Parmi les modules dispensés par la chambre au profit des artisans, M.

Saïdani a cité notamment la comptabilité, le marketing ainsi que le design qui permet aux artisans d'adapter leurs produits aux besoins du marché tout en gardant la touche traditionnelle.

"En plus de l'accompagnement des artisans et le développant de leurs compétences en matière de vente et de gestion, nous avons également le souci de sauvegarder ce patrimoine culturel national qui se transmet de génération en génération au niveau des foyers et des ateliers familiaux", a-t-il assuré.

A ce titre, il a cité le tissage, la tapisserie, la broderie à la main, la dinanderie, la

poterie et bien d'autres activités traditionnelles qu'il "faudrait absolument pérenniser et protéger" face à la concurrence des produits industriels importés.

"Nous avons même l'espoir de ressusciter l'apprentissage de ces métiers au niveau des centres de formation professionnelle", a-t-il ajouté.

22.628 artisans enregistrés au niveau d'Alger

Abondant dans le même sens, le Chef de service du registre de l'Artisanat et des métiers de la Chambre d'Alger, Fayçal Raki, a souligné à l'APS l'intérêt croissant des artisans à travailler dans la légalité pour évoluer dans leurs métiers et sortir de la précarité.

"Actuellement, la chambre compte 22.628 artisans", a-t-il déclaré, estimant que ce chiffre est en évolution.

Au premier trimestre 2022, le nombre de cartes d'artisan délivré par la CAM s'est accru de 18,2%, par rapport à la même période de 2021, avec 780 nouveaux artisans inscrits, selon le même responsable.

"Les artisans activant dans la confection du pain traditionnel viennent en tête de liste avec 109 inscrits, suivis des couturiers spécialisés dans les tenues traditionnelles avec 79 inscrits", a-t-il détaillé.

En 2021, le nombre d'artisans enregistrés au niveau de la CAM avait évolué de

18% par rapport à l'année d'avant, en passant de 1148 à 1403 artisans, a indiqué M. Raki.

A propos des artisans qui possèdent un savoir-faire mais qui n'ont pas de diplôme, généralement des personnes ayant appris sur le tas ou hérité le métier de leur parents, il a souligné que la CAM, avant de leur attribuer la carte d'artisan, les soumet à l'appréciation de son comité de qualification pour une reconnaissance de leur acquis professionnels.

Les moins performants sont alors orientés vers des centres de formation.

Parmi les artisans rencontrés à la CAM, Samir, un diplômé de l'école d'horticulture du jardin d'essai d'El Hamma.

La carte d'artisan: sortir de l'ombre de l'informel

Venu déposer son dossier au niveau de la Chambre pour acquérir sa carte d'artisan, cet horticulteur avoue travailler depuis 25 ans sans couverture sociale.

"Nous sommes dans le domaine de l'aménagement des espaces verts, le traçage des grands espaces et la plantation des verges", a-t-il précisé, estimant qu'il était temps pour lui de travailler en toute légalité.

"D'autant plus qu'il y a de plus en plus d'entreprises qui nous exigent la facturation de nos prestations, chose qu'on ne

peut pas faire en dehors du cadre légal", a-t-il dit. Malika, elle, est titulaire d'un diplôme dans la confection des gâteaux traditionnels et orientaux, délivré par une école privée.

Pour cette quadragénaire, la carte d'artisan est le sésame qui lui ouvrira les portes de la réussite et la prospérité après avoir travaillé dans l'ombre pendant plus de 10 ans.

Elle ambitionne ainsi d'ouvrir un local de production et de commercialisation à l'ouest d'Alger, un commerce qu'elle compte gérer avec ses deux sœurs et son mari au chômage.

Après l'obtention de son diplôme, Malika s'est perfectionnée davantage en multipliant les formations pratiques au niveau des ateliers d'apprentissage tenus par des chefs artisans spécialisés.

"Ce sont des formations courtes, allant de 3 à 7 jours, qui sont très onéreuses mais ça vaut le coup car nous apprenons vite et bien", a-t-elle assuré.

Très positive, cette mère de 4 enfants, se dit optimiste quant à la réussite de son projet.

"J'ai déjà ma clientèle qui a toujours apprécié mes gâteaux lorsque je travaillais à domicile et je compte m'y lancer davantage par le biais des réseaux sociaux", a-t-elle confié.

AÏD EL FITR Respect total de la permanence dans 7 wilayas de l'Est

Les commerçants et opérateurs économiques ont respecté strictement les permanences durant les deux jours de l'Aïd El Fitr dans les wilayas de Batna, Biskra, Constantine, Khenchela, Oum El Bouaghi, Tébessa et Ouled Djellal, a assuré mardi la Direction régionale du commerce et de la promotion des exportations de la région de Batna.

Le programme de permanence élaboré pour ces sept wilayas a été honoré avec un taux de suivi de 100 % au deuxième jour de la fête contre un taux de 99,89 % au premier jour, a affirmé à l'APS le responsable de cette direction, Mohamed Serdoune.

Les services du commerce de ces sept wilayas ont mobilisé 268 agents de contrôle pour surveiller le respect de la permanence par les opérateurs réquisitionnés, selon le même responsable. Pas moins de 6.000 opérateurs dont 728 boulangeries et 3.880 commerces d'alimentation générale et de fruits et légumes ont été réquisitionnés pour être en service durant les deux jours de l'Aïd El-Fitr à travers les wilayas relevant de la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations de la région de Batna, a-t-il encore ajouté. Il a été également relevé que plusieurs commerces ont levé rideau durant les



deux jours de la fête alors qu'ils n'étaient pas concernés par la permanence à la grande satisfaction des citoyens.

CONSTANTINE Vers la raccordement en électricité et gaz de 4 300 logements

Les travaux de raccordement aux réseaux de l'électricité et de gaz naturel de 4 300 logements, à travers plusieurs communes relevant des compétences de la Sonelgaz-Distribution de la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine), ont été lancés, a-t-on appris auprès du directeur de cette entreprise.

Ces projets concernent des logements de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), implantés essentiellement

dans les deux villes nouvelles, Ali Mendjeli et Massinissa", a indiqué à l'APS, Abdelatif Belahreche relevant que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme tracé par les services de l'entreprise pour répondre aux demandes formulées en matière de dotation d'énergie.

Dans les détails, le même responsable a souligné que ces travaux ciblent le raccordement en électricité et gaz naturel de 1 850 logements à Ali Mendjeli, répar-

ti entre l'extension Ouest (1500 foyers) et l'unité de voisinage (UV) 18 (350 logements), ainsi que la ville Massinissa avec 1 450 autres foyers programmés.

Le reste des logements ciblés par le raccordement en ces énergies vitales sont localisés notamment dans les communes de Benbadis avec 300 unités, 200 à Ouled Rahmoune et 320 autres logements à Ain Abid, a fait savoir M. Belahreche relevant que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour parache-

ver ces chantiers dans les délais impartis. Pour rappel, cinq (5) communes relèvent de la compétence de la Sonelgaz-Distribution de la circonscription administrative Ali-Mendjeli, à savoir El-Khroub, Benbadis, Ouled Rahmoune, Ain Abid, Ain Smara en plus de la circonscription administrative Ali-Mendjeli. La Sonelgaz-Distribution de Ali-Mendjeli compte près de 170 000 abonnés à l'électricité et 140 334 autres abonnés au gaz.

TÉBESSA Réhabilitation du barrage vert dans 9 communes

Plusieurs opérations de réhabilitation du barrage vert ont été programmées à travers neuf (9) communes de la wilaya de Tébessa, a-t-on appris auprès de la conservation de wilaya des forêts.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'un plan de travail s'étalant sur 10 ans (2020-2030) en vue de protéger et étendre le barrage vert à travers les neuf communes de Bir Al Ater, Oum Ali, Safsaf El Ouesra, El Ma Labiod, Thlidjène, El Mezraa, El Houidjbet, Stah Guentis, El Ogla Melha, a précisé à l'APS le conservateur des forêts, Adjib Aïouaj. Le bar-

rage vert occupe dans la wilaya de Biskra 407.138 hectares soit 30 % de la superficie de la wilaya, a rappelé le même responsable qui a souligné que cette aire forestière sera étendue de 4.235 hectares à planter d'essences à potentiel économique adaptées à la région.

Des arbres fruitiers seront plantés en outre sur 1.118 hectares de sorte à contribuer à améliorer les conditions de vie des populations riveraines et à préserver ces aires contre la désertification et l'érosion, est-il indiqué.

La conservation des forêts œuvre également à étendre les zones p asto-

rales à 480 nouveaux hectares dans le cadre de la valorisation de la vocation pastorale de la wilaya, selon la même source.

Concernant le désenclavement, 570 km de pistes seront aménagés dans neuf communes en plus de l'aménagement de 15 mares d'eau et la distribution de 58 kits à énergie solaire dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics visant à dynamiser l'activité économique dans ces localités, favoriser la fixation de leurs habitants et améliorer leurs conditions de vie, a ajouté le même responsable.

EL-OUED Cas d'agression sur des ouvrages énergétiques

Pas moins de 443 cas d'agression sur des ouvrages énergétiques (électriques et gaziers) ont été enregistrés durant le 1er trimestre de l'année en cours dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris auprès de la direction locale de la société algérienne de l'électricité et du gaz (SAGEG).

Il s'agit d'actes de des-

tructions commis sur des réseaux de distribution de l'électricité et du gaz naturel (souterrains et aériens), alors que d'autres sont dus notamment aux travaux à proximité des installations énergétiques, sachant que ces actes provoquent des dommages sur la continuité et la qualité des prestations destinées aux clients, et également

des risques mortels, a indiqué le chargé de la communication de l'entreprise, Habib Mouslim.

Ces agressions ont pénalisé plus de 36.000 clients, et ce suite à des coupures de l'électricité et d'alimentation en gaz naturel, en engendrant ainsi des pertes financières estimées à un (1) milliard DA, a-t-il ajouté. Les entre-

prises chargées de réalisation des opérations des BTPH sont appelées à assumer leur responsabilité, en raison des interventions aléatoires menées à proximité de ces ouvrages, notamment les réseaux de distribution du gaz naturel, et ce sans revenir aux schémas de ces installations énergétiques, a-t-il expliqué.

PROJET DU TÉLÉPHÉRIQUE D'ORAN Des essais techniques en juillet prochain

L'entame de la phase des essais techniques du téléphérique de la ville d'Oran est prévue pour le début du mois de juillet prochain, a-t-on appris du directeur des transports, Tahar Hakkas.

Tahar Hakkas a indiqué, à l'APS, que le taux d'avancement des travaux de réhabilitation et de réparation du téléphérique de la ville d'Oran est d'environ 70 pour cent, soulignant qu'ils seront achevés en fin juin prochain pour lancer immédiatement les essais techniques au début juillet.

Ce projet n'entrera pas en exploitation avec l'ouverture des Jeux méditerranéens prévus du 25 juin au 6 juillet prochains dans la capitale de l'Ouest du pays", a-t-il souligné.

Selon M. Hakkas, la direction des transports procédera ensuite au contrôle de l'ensemble des équipements électroniques (câbles, cabines et autres), préalable pour l'octroi d'un certificat de conformité pour l'entrée du téléphérique en exploitation, faisant savoir que ce projet entrera en service en septembre prochain.

Les délais de livraison du projet sont fixés pour octobre prochain, a-t-il rappelé.

Le même responsable a déclaré que le plan de réalisation a été révisé et que la cadence des travaux évolue en fonction de l'avancement des travaux spécialisés des équipes techniques, par le renforcement du nombre de travailleurs suite à la levée par le ministère de tutelle de l'ensemble des contraintes administratives et financières qu'avait vécues l'entreprise étrangère qui assure les travaux.

Les travaux portent essentiellement sur la réhabilitation et la modernisation de trois stations à haï Ennasr (ex Derb) et aux hauteurs du mont du Murdjado et leur extension, en plus de la reconstruction de la station "Si Salah" (ex-Les Planteurs).

Le coût global de ce projet confié à l'entreprise helvético-autrichienne est estimé à plus de 1,47 milliards DA.

Ce moyen de transport moderne d'une longueur de près de 1.900 mètres, englobe 36 cabines de 8 sièges chacune devant assurer le transport de près de 1.200 passagers par heure, selon la direction des transports.

Le projet de réhabilitation et de modernisation du téléphérique d'Oran permet d'alléger la circulation automobile que vit Oran, d'imprégner une touche esthétique à la ville et d'assurer le transport aux visiteurs et touristes depuis le centre-ville vers les hauteurs du mont du Murdjado dans de meilleures conditions de sécurité et de confort, nonobstant une vue panoramique imprenable de ce site.

NÂAMA Raccordement d'exploitations agricoles et pastorales au réseau électrique

Plusieurs exploitations agricoles et pastorales dans la commune de Sfissifa (wilaya de Nâama) ont bénéficié, dernièrement, de raccordement au réseau électrique, a-t-on appris de la direction des services agricoles (DSA).

Une trentaine d'agriculteurs et d'éleveurs travaillant dans les régions de "Djriba" et "Nsanis" situées dans cette commune ont profité de l'opération, pour laquelle une enveloppe financière de plus de 7 millions DA a été allouée pour la création de lignes électriques sur une longueur de 5 kilomètres, a-t-on indiqué.

Dans ce cadre, les travaux de raccordement de 11 exploitations agricoles au réseau électrique ont été achevés en avril dernier, au niveau de zones de la commune d'Asla, à savoir "Dhaya Sidi Ahmed", "Ramtha", "Koudia", "Bouikla", "Ain Warka" et "Ghezala", selon la même source.

Durant la même période, des raccordements au réseau électrique ont été réalisés au profit d'exploitations agricoles et d'élevage ovin et bovin situés dans les zones de "Toufiza", "Harchaya" et "Touadjer" dans la commune de Nâama, sur une superficie de plus de 50 hectares, où un soutien partiel a été accordé aux agriculteurs pour la mise en place de techniques d'irrigation économisant l'eau, a-t-on indiqué.

Les projets, en cours de raccordement à l'électricité de 120 exploitations agricoles au profit de 1.487 agriculteurs et éleveurs de la wilaya de Nâama, sont en voie d'achèvement et sont pris en charge par la Société de distribution de l'électricité et du gaz, selon la même source.

COMMERCE

Hausse de la valeur des exportations dans cinq wilayas de l'Ouest du pays

La valeur des produits des wilayas d'Oran, Mostaganem, Sidi Bel-Abbes, Tlemcen et Aïn Temouchent exportés, a augmenté au cours du premier trimestre de l'année en cours, a-t-on appris du directeur régional du commerce et de la promotion des exportations à Oran, Seboui Djilani.

La valeur des ces exportations supervisées par la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations à Oran, s'est élevée à 323,9 millions de dollars et 75,7 millions d'euros, contre 216 millions de dollars et 38 millions d'euros durant la même période en 2021, selon Seboui Djilani. Il a souligné que cette augmentation est due aux facilités décidées par le Gouvernement en faveur des producteurs et des exportateurs et aux diverses incitations accordées pour leur permettre d'accéder aux marchés internationaux, en plus des installations que l'Etat a mises à la disposition des exportateurs au niveau des postes frontaliers.

Le même responsable a indiqué que les plus importants produits exportés au cours des trois premiers mois de l'année en cours, sont l'ammouciac, l'urée, le ciment blanc, le ciment gris et les graines de caroube, qui représentent ensemble environ 89% de la valeur des matières exportées au cours de cette période.

M. Seboui a ajouté que les wilayas d'Oran, Mostaganem, Sidi Bel-Abbes, Tlemcen et Aïn Temouchent ont également exporté, au cours du premier trimestre de cette année, des quantités de dattes, d'huiles, de poissons congelés, de matières plastiques, de plaques de plâtre, de papier recyclé et d'autres matériaux, notant que les exportations étaient vers de nombreux pays des différents continents.

MOSTAGANEM

Production prévisionnelle de plus de 350.000 quintaux de tomate sous serres

La wilaya de Mostaganem prévoit une production de plus de 350.000 quintaux de tomate protégée ou sous serres cette saison, a-t-on appris de la direction des services agricoles (DSA).

La cheffe de service organisation de la production et appui technique, Aouicha Bouras a signalé la récolte de 146.000 qx de ce produit sur une superficie de 179 hectares, ce qui représente 43 pour cent de la surface globale (46 ha).

Le rendement de la tomate protégée est estimé à 820 quintaux à l'hectare dans les régions de Achaacha, Stidia, Fornaka et Aïn Boudinar, selon, Mme Bouras, qui a indiqué que la surface ciblée cette année est de 1.572 ha dont 288 ha plantés.

Il est prévu, selon la même responsable, que la production de la tomate de plein champ atteindra, à l'issue de la récolte qui sera lancée en juin et juillet prochains, plus de 530 000 quintaux.

En parallèle, 244.000 qx de divers légumes protégés ont été récemment récoltés, dont 33.500 qx de poivron, 25.000 qx de concombre, 13.000 qx d'aubergine et 25.000 qx de piment, haricot et courgette, a ajouté Mme Bouras.

La culture de la tomate dans la wilaya de Mostaganem a connu, dans les dernières années, un progrès remarquable en termes de qualité et de quantité grâce à la maîtrise des techniques et à l'extension des superficies destinées aux cultures primeurs et d'arrière saison, ainsi qu'au soutien de l'Etat à cette filière, aux actions de vulgarisation et au suivi technique par les services concernés.

APS

PRODUITS AGRICOLES DU TERROIR

Une production nationale, des ambitions internationales

Véritable richesse nationale, les produits agricoles authentiques du terroir ont réussi à s'imposer sur le marché local dans un contexte marqué par un regain de conscience quant à l'importance des produits bio de la part des spécialistes et des consommateurs qui s'accroissent sur la qualité supérieure de ces produits pouvant accéder facilement aux marchés internationaux.

Les professionnels et spécialistes approchés par l'APS ont affirmé que les produits du terroir, en abondance dans les fermes, les pâturages et les zones montagneuses, sont confectionnés traditionnellement (séchage, conservation et transformation) leur donnant ainsi des caractéristiques nutritionnelles, une qualité et des goûts d'exception qui caractérisent chaque région du pays.

Hadda, une grand-mère d'Inoughissen dans la wilaya de Batna estime que le patrimoine algérien en matière de produits du terroir était très diversifié et a besoin d'être vulgarisé, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, d'autant plus que chaque village, chaque commune et chaque wilaya offre plusieurs produits qui diffèrent en termes de composition et de goût. Elle donne pour exemple le thym qui compte à lui seul plus de 5 espèces. Hadda confectionne plusieurs variétés de couscous, pâtes et pains, qu'elle mélange avec des herbes aromatiques pour leur donner différentes saveurs. Ces produits ont plusieurs usages, notamment thérapeutiques, comme "Aïch El Hachich", (galette aux herbes) destinée à la hachich, le couscous au thym et le couscous à la lavande, très indiqués pour les troubles intestinaux, ou encore le couscous à l'orge et aux glands, le couscous Mzyet et le couscous à l'avoine.

Autant de mets bénéfiques pour les personnes souhaitant éviter l'hyperglycémie et l'hypertension artérielle ou faire attention à leur ligne. En plus de la fabrication d'autres produits servant à la confection de confiseries, grand-mère Hadda, à travers cette activité familiale héritée du patrimoine, transforme le lait de chèvre en fromage, beurre et pommades, qui servent au traitement ou à la fabrication de salés et de confiseries.

Quant à Saïda, spécialisée dans la transformation de plantes et herbes aromatiques en parfums et huiles dans les hauteurs de la wilaya de Jijel, elle souligne l'importance de ce patrimoine naturel local qui fait la particularité de la région, notamment au regard de l'existence de plantes aromatiques rares et d'herbes dont l'importance thérapeutique et cosmétique n'est connue que de ses résidents.

Elle cite, à titre d'exemple, la plante "Al-Maafouna" (Chenopodium murale), "Amlyllis" (Nephrun), Retama et d'autres herbes utilisées dans la fabrication de différents types de pommades thérapeutiques, de savons et des huiles,



soulignant l'importance d'accorder davantage d'intérêt à ces produits, qui sont principalement liés au patrimoine naturel et social des habitants de la région, et à les faire connaître aux jeunes d'aujourd'hui.

De son côté, Kamal, activant à Mila dans le domaine de la production des huiles (huile d'olive, huile de lentisque, huile de figue de barbarie, huile de figue... et autres), estime que ces produits ont besoin de plus d'attention de la part des spécialistes pour prévenir toute altération qui pourrait affecter leur authenticité, compte tenu de la modernisation qui a touché plusieurs filières agricoles, ce qui peut rejaillir sur la particularité et les caractéristiques de ces produits naturels.

Préparer les produits du terroir pour la concurrence sur les marchés internationaux

Dans une déclaration à l'APS, le président de l'Association nationale des produits du terroir, Sid Ali Lahlou a plaidé pour davantage de valorisation et de préparation de ces produits algériens pour la concurrence sur le marché international, et ce à travers leur accompagnement comme une spécialité indépendante, à l'instar de ce qui se passe dans de nombreux pays, ce qui permet de les promouvoir largement et de fournir des moyens de durabilité de leurs caractéristiques et avantages, a-t-il dit.

L'intervenant a souligné l'importance de la "labélisation" dans l'établissement de la confiance entre consommateur et producteur, notamment pour les pro-

duits algériens du terroir destinés à l'étranger ou ceux qui sont importés.

A ce titre, M. Lahlou a relevé que l'Algérie regorgeait de produits agricoles du terroir, lesquels occupent ces dernières années une place importante sur le marché national, à l'instar de ceux destinés à la confiserie tels la confiture, le beurre et le miel, qui sont riches en glucides sains, ainsi que les fruits secs (prunes séchées, abricots, raisins secs et figues séchées) et les oléagineux, tous types confondus, en sus des fromages traditionnels, notamment ceux qui sont préparés à base de lait de chèvre, d'huiles essentielles et d'herbes, ainsi que de produits de dattes et d'olives.

Selon le président de l'association, le secteur agricole œuvre, à travers un comité spécial, à arrêter la liste des produits pouvant être labélisés selon certaines conditions sa nitaires et des caractéristiques biologiques et géographiques données, en vue de maintenir les spécifications du produit du terroir, conformément à son origine, afin de le protéger et lui donner la valeur ajoutée qu'il mérite, d'autant qu'il s'agit des produits du terroir (100% algériens) qui ne nécessitent pas l'importation des matières premières de l'étranger ni des charges supplémentaires.

Le comité national s'attèle, en collaboration avec les associations locales, à la relance de l'espace rural, qui connaît une variété agricole produite par les habitants de chaque région, dans un cadre familial, ce qui permet la création des postes d'emplois et de la richesse, et à la sédentiarisation des populations dans leurs zones d'origine, a-t-il poursuivi.

ENTREPRISES

ANADE d'Oran : élaboration prochaine d'une carte d'activités génératrices de richesses

Une carte d'activités, de professions et de métiers générateurs de richesses sera élaborée prochainement devant permettre de répondre aux besoins des collectivités locales de la wilaya d'Oran, a-t-on appris auprès de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) d'Oran.

L'ANADE d'Oran a achevé les réunions entamées depuis le début de cette année avec les responsables des daïras et des communes pour déterminer les activités et les métiers nécessaires à ces collectivités locales à l'effet de les orienter vers les micro-entreprises devant être financées par l'ANADE à l'avenir, a affirmé le chargé de communication au niveau de l'antenne d'Oran, Brahim Bessaï.

Les rencontres visaient l'élaboration de la carte de wilaya des métiers et des

activités au titre d'une nouvelle approche économique en matière de création de micro-entreprises décidée par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-Entreprise. "Nous effectuons actuellement le recensement final des besoins de ces collectivités locales. Une fois le travail achevé, un rapport détaillé sera soumis aux autorités de la wilaya pour son lancement après son approbation", a indiqué la même source.

M. Bessaï a également souligné que cette carte spécifique aux besoins des communes devrait être mise à jour tous les trois (3) ans, compte tenu de l'évolution qui s'opère dans ce domaine.

Il a indiqué que l'ANADE d'Oran travaille actuellement en coordination avec divers secteurs tels que ceux de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme

afin de déterminer leurs besoins en termes de création de micro-entreprises et d'activités génératrices de richesses les plus importantes.

M. Bessaï a souligné que le financement de l'ANADE des projets se fera selon la vocation de la commune et de ses besoins. "L'objectif étant de créer un tissu économique efficace pour chaque commune en respectant ses potentialités, ses atouts et ses besoins", a-t-il ajouté.

La création d'une carte des nouvelles activités et métiers intervient pour éviter de financer de nouvelles micro-entreprises dans des activités saturées. Il est ainsi prévu d'orienter les jeunes vers des activités génératrices de richesses pour leurs localités et assurer à leurs entreprises l'efficacité et la pérennité, a-t-on précisé.

MARCHÉS BOURSIERS

Progression timide en attendant la Fed

Les Bourses mondiales ont fluctué sans grand mouvement mardi, suspendues aux décisions de la banque centrale américaine (Réserve fédérale, Fed), qui annoncera mercredi ses nouvelles mesures de lutte contre l'inflation.

Les places boursières européennes ont terminé en hausse à l'issue d'une séance d'indécision. Paris a gagné 0,79%, Francfort 0,72% et Milan 1,61%. Londres, qui était fermée lundi, séance où les Bourses européennes avaient sensiblement reculé, n'a grappillé que 0,22%. Wall Street a conclu un peu au-dessus de l'équilibre. Le Dow Jones a grappillé 0,20%, le Nasdaq 0,22% et le S&P 500 a avancé de 0,48%. Les regards des investisseurs étaient tournés vers la Fed, dont les responsables se réunissent pendant deux jours et annonceront, mercredi après la clôture des



marchés européens, leurs mesures pour combattre l'inflation, la priorité de l'institution depuis plusieurs mois.

Un relèvement d'un demi-point de pourcentage des taux directeurs de la Fed, pour les fixer dans une fourchette de 0,75% à 1%, est attendu. Ce serait la première hausse d'une telle ampleur depuis plus de 20 ans. "Il y a une réelle incertitude et les gens ont des opinions différentes sur ce que le marché va faire après que la Fed aura relevé ses taux et annoncé un resserrement quantitatif", a expliqué Karl Haelling de LBBW à New York.

LUTTE CONTRE L'INFLATION

La banque centrale américaine s'apprête à une hausse des taux directeurs

Le Comité de politique monétaire de la banque centrale américaine a entamé mardi sa réunion de deux jours à l'issue de laquelle il annoncera, sauf surprise, une hausse des taux directeurs d'un demi-point de pourcentage, la première de cette ampleur depuis mai 2000, pour tenter de contrôler une inflation record. La réunion "a démarré à 10H00 (14H00

GMT) comme prévu", a indiqué une porte-parole de la banque centrale (Réserve fédérale, Fed). L'inflation s'accroît mois après mois depuis un an aux Etats-Unis. Aggravée par la guerre en Ukraine, elle a atteint en mars un sommet jamais vu depuis décembre 1981: +8,5% sur un an, selon l'indice CPI. En mars, la Fed avait commencé à relever ses taux, pour

la première fois depuis 2018. Mais elle avait alors lancé le mouvement prudemment, en procédant à une augmentation de 0,25 point de pourcentage pour porter les taux dans une fourchette comprise entre 0,25 et 0,50%. Elle avait aussi signalé sa volonté de procéder à six autres hausses cette année, soit autant que de réunions d'ici à fin 2022.

ALLEMAGNE

Baisse des exportations en mars de 3% sur un mois

Les exportations allemandes ont baissé en mars de 3% sur un mois, pour atteindre 120,6 milliards d'euros, a indiqué mercredi l'office fédéral des statistiques "Destatis". Par rapport à mars 2021, les exportations allemandes ont augmenté en mars de 8%, selon Destatis.

Les importations de l'Allemagne ont atteint 117,4 milliards d'euros, une hausse de 3% par rapport au mois dernier et de 20,3% sur un an, en lien notamment avec la flambée des prix de l'énergie. Selon les chiffres de Destatis, le commerce avec les pays de l'Union

européenne a reculé de 1,7% côté exportations et de 3% pour les importations, à 66,6 et 56,7 milliards d'euros respectivement. Quant aux ventes vers la Russie, ils ont chuté à 0,9 milliard d'euros, en baisse de 62% sur un mois, tandis que les importations -- dont l'énergie fossile -- n'ont baissé que de 2,4% à 3,6 milliards d'euros, précise Destatis.

La Russie figurait en 2021 au 14^{ème} rang des partenaires commerciaux de l'Allemagne pour les exportations et au 12^{ème} rang pour les importations, marquées par une forte dépendance

de Berlin au gaz russe. Pour les pays tiers, les exportations ont reculé de 5,1% sur un mois à 54 milliards d'euros et les importations progressé de 10% à 60,7 milliards. Pour les prochains mois, les analystes s'attendent à la poursuite de cette tendance baissière.

Si le chiffre des importations montre que les difficultés d'approvisionnement n'ont pas encore atteint l'économie allemande, de nouveaux confinements en Chine et la poursuite des problèmes dans les chaînes de livraisons laisseront d'importantes traces sur l'industrie allemande, notent-ils.

BRÉSIL

Vers une nouvelle hausse du taux directeur

La banque centrale du Brésil devrait relever une nouvelle fois son taux directeur d'un point mercredi, à 12,75%, selon des analystes, pour tenter de freiner une inflation qui ne cesse de grimper. Si la hausse de ce taux se confirme, ce sera la dixième consécutive depuis mars 2021, quand le taux directeur se situait à son plancher historique de 2%. Un taux directeur à 12,75% serait du jamais-vu depuis février 2017, mois où il avait atteint 13%. Lors de sa précédente réu-

nion, à la mi-mars, le Copom avait relevé d'un point de pourcentage son taux directeur, à 11,75%, après trois augmentations successives de 1,5 point. Le Copom avait aussi déjà annoncé qu'il envisageait pour mai une hausse "de la même ampleur" que celle de mars, soit d'un point. Dans un communiqué, il soulignait la "mauvaise surprise" des chiffres de l'inflation. Celle-ci s'est encore aggravée depuis, s'élevant à 11,3% en mars, selon les chiffres officiels publiés en avril.

ETATS-UNIS

Les tarifs douaniers sur les importations chinoises expirent en juillet

Les droits de douane mis en place en 2018 sur les importations en provenance de Chine pourraient expirer automatiquement le 6 juillet si aucune entreprise américaine ne demande à les maintenir, a annoncé mardi l'administration Biden qui a lancé un processus de consultation.

Au total, les tarifs douaniers, mis en place sous l'ancien président Donald Trump, concernent l'équivalent de 350 milliards de dollars d'importations annuelles en provenance du géant asiatique. L'ancien président républicain avait pris ces mesures en représailles aux pratiques commerciales chinoises jugées "déloyales".

La consultation menée par les services de la représentante américaine au commerce (USTR) intervient dans un contexte d'inflation record et de problèmes d'approvisionnement.

La principale fédération patronale (US Chamber), des entreprises ainsi que des experts en commerce international appellent depuis des mois à alléger, voire à supprimer ces droits, soulignant qu'ils affectent durement les petites entreprises qui n'ont pas de sources d'approvisionnement alternative.

"La première étape du procès sus consiste à informer les représentants des branches de production nationales qui bénéficient des mesures tarifaires de la possibilité de mettre fin à ces mesures et de la possibilité de demander leur maintien", a expliqué l'USTR dans un communiqué. "Si nous ne recevons pas de demande (...), nous n'aurons pas l'autorité à continuer" à imposer ces tarifs douaniers dont la durée est de quatre ans, a souligné une responsable de l'USTR lors d'une conférence téléphonique. "Quelque 600" notifications

vont être envoyées aux industriels, a indiqué une autre responsable.

L'USTR a précisé qu'elle devait les informer dans les 60 jours précédant l'expiration automatique. Et ses responsables ont ajouté que la durée de la procédure dépendra du nombre de réponses reçues. Ces droits de douane avaient été imposés au titre de l'article 301 de la législation commerciale des Etats-Unis sur les pratiques relatives au transfert de technologie, à la propriété intellectuelle et à l'innovation. "Si une ou plusieurs demandes de continuation sont soumises, l'USTR publiera un avis supplémentaire après le 6 juillet annonçant la poursuite de l'action tarifaire et procédera à une révision des tarifs", a également indiqué l'administration américaine. En d'autres termes, si les tarifs douaniers étaient maintenus, ils pourraient subir des modifications.

UNION EUROPÉENNE

Vers l'achèvement de l'union bancaire

Un projet longtemps repoussé visant à renforcer le marché bancaire européen, par le biais d'un système unifié de garantie des dépôts, a fait son retour mardi sur la table des dirigeants de l'Union européenne (UE).

Le président de l'Eurogroupe, Paschal Donohoe, devait présenter aux ministres des Finances un plan de travail pour relancer ce chantier qui achèverait enfin l'union bancaire, mise en place à partir de 2012 dans le sillage de la crise financière.

L'union bancaire a notamment placé la surveillance des plus grandes banques de l'UE sous la responsabilité de la Banque centrale européenne (BCE). Le projet de système européen de garantie des dépôts (acronyme EDIS en anglais), inspiré des Etats-Unis, protégerait mieux les banques en cas de crise, car leurs clients, assurés de ne pas perdre leur argent, éviteraient de se ruiner aux guichets pour retirer leurs économies. Actuellement, les dépôts des particuliers sont assurés jusqu'à 100.000 euros dans l'UE, grâce à des financements des réseaux bancaires nationaux. Mais la mutualisation des garanties à l'échelle européenne se heurte depuis des années aux réticences de l'Allemagne et d'autres pays du Nord, qui craignent de voir leurs épargnants payer pour les défaillances de banques de pays du Sud.

L'Italie, lourdement endettée, est également hostile à cette réforme qui limiterait la possibilité pour ses banques fragiles de consolider leur bilan en achetant des obligations d'Etat italiennes. Achever l'union bancaire, alors que le marché de l'UE est encore très fragmenté, permettrait aussi de créer de vrais groupes européens transfrontaliers pour mieux financer l'économie.

"Si nous ne le faisons pas maintenant, il est très difficile de voir quand il y aura un meilleur moment", a déclaré un haut fonctionnaire européen sous couvert d'anonymat. "Nous devrions probablement attendre un certain temps avant de pouvoir réessayer", a-t-il ajouté. Pour sortir de l'impasse, M. Donohoe demande aux ministres --réunis mardi en visioconférence-- d'envisager une mise en œuvre du dispositif en deux phases qui s'étaleraient sur plusieurs années. Après avoir pris connaissance du projet mardi après-midi, les ministres de l'UE devraient en discuter les détails lors d'une réunion en juin. S'ils donnent leur feu vert, la Commission européenne rédigera, d'ici à la fin de l'année, une proposition juridique qui devra également être approuvée par le Parlement européen.

SRI LANKA

Baisse notable des exportations de thé au 1^{er} trimestre

Les exportations de thé du Sri Lanka ont baissé pour atteindre un niveau inégalé depuis 23 ans, au premier trimestre de l'année en cours 2022, selon des chiffres officiels publiés mercredi. Environ 63.700 tonnes de thé ont été exportées durant la période janvier-mars, contre 69.800 à la même période de l'année passée, soit le niveau le plus bas depuis 1999 quand les exportations n'avaient atteint que 60.300 tonnes, selon les données douanières.

Ainsi, les recettes d'exportation de thé, l'une des principales sources de revenus du pays, ont chuté à 287 millions de dollars au premier trimestre contre 338 millions de dollars un an auparavant, sachant que le thé rapporte annuellement environ 1,3 milliard de dollars.

La société de courtage en thé Asia Sryaka a expliqué ce déclin par la soudaine décision gouvernementale d'interdire l'importation d'engrais chimiques l'an dernier, sans solutions de remplacement, qui a affecté la production. Quelque 81.500 tonnes de thé ont été produites entre novembre 2021 et février 2022, soit une baisse de près de 18% par rapport à la même période un an plus tôt. Afin d'éviter de miser les devises étrangères dont il manquait déjà dangereusement, tout en espérant faire du pays le premier producteur mondial d'aliments 100% biologiques, les engrais chimiques avaient été ajoutés l'an dernier à la liste des importations bannies.

Toutefois, cette décision de promouvoir une agriculture verte n'était portée par aucun programme de transition écologique et a eu un effet dévastateur sur la production agricole du pays.

BOUIRA

Trois morts et 8 blessés dans deux accidents de la route au premier jour de l'Aïd

Trois personnes sont mortes et huit autres a été blessées dans deux accidents de la circulation qui se sont produits lundi, premier jour de l'Aïd El Fitr à Bouira, rapporte mardi un communiqué de la direction de wilaya de la protection civile.

Le premier accident s'est produit lundi soir lorsqu'un véhicule a dérapé sur la Route nationale 30 à hauteur de M'zarir dans la commune de Saharidj (Est de Bouira) et a fait une chute d'environ 600 mètre dans un ravin causant la mort sur le coup de deux personnes et des blessures à une autre.

Les éléments de l'unité de la protection civile de Mchedallah, soutenus par ceux des unités d'El Adjiba et Ahnif et appuyés par les éléments du centre spécialisé de la station climatique de Tikjda, sont intervenus pour secourir et remonter du ravin, le blessé, âgé de 53 ans, selon le communiqué. Le blessé a été évacué vers l'hôpital de Mchedallah, établissement vers lequel ont été également transférés les corps des deux personnes décédées âgées de 40 et 53 ans, a-t-on ajouté.

Le second accident a également eu lieu dans la nuit de lundi, sur l'autoroute e Est-Ouest suite à une collision entre trois véhicules, causant le décès d'une personne âgée de 27 ans et des blessures à 7 autres (âgées entre 18 et 27 ans), selon la même source. L'accident est survenu sur la section de l'autoroute en direction de Constantine à hauteur de Taliouine relevant de la commune de Lakhdaria (Nord de Bouira).

Les éléments de l'unité de la protection civile de Lakhdaria appuyés par ceux de l'unité de Kadiria et d'Aomar, sont intervenus pour évacuer les blessés vers l'hôpital de Lakhdaria, où a été également transféré la dépouille du décédé, a-t-on indiqué.

M'SILA

600 millions DA pour deux centres d'enfouissement technique à Ouled Derradj et Magra



Une enveloppe financière estimée à 650 millions DA a été mobilisée courant l'exercice 2022 pour la réalisation de deux (2) centres d'enfouissement technique des déchets (CET) pour les daïras de Magra et de Ouled Derradj dans la wilaya de M'sila a-t-on appris auprès de la direction de l'environnement.

Confiés récemment aux entreprises de réalisation, ces deux opérations seront réceptionnées dans un délai de 12 mois, a précisé la même source, détaillant que ces deux structures couvriront les communes relevant de la daïra de Magra (Berhoum, Ain El Khadra, Belaïba et Dehahna) ainsi que celles de la daïra d'Ouled Derradj (Maadid, M'Tarfa, Ouled Addi Guebala et Soumaa).

La mise en service de ces deux CET permettra d'éliminer les décharges sauvages actuellement recensées dans 11 commune des deux daïras, a-t-on fait savoir, ajoutant que ces deux structures contribueront à éradiquer les décharges sauvages et de développer la récupération des déchets.

Une station de traitement des déchets ménagers a été récemment mise en service au niveau du CET du che f-lieu de wilaya, a noté la même source qui a fait part du traitement de 91.000 tonnes de déchets ménagers en 2021 et de la participation aux opérations de reboisement et des campagnes de sensibilisation visant la protection de l'environnement.

DISTILLATION DE L'EAU DE ROSE À BLIDA

Un patrimoine menacé de disparition

La distillation de l'eau de rose et des fleurs fait partie des métiers artisanaux ancestraux de la wilaya de Blida, dont le célèbre nom de "ville des roses" est directement inspiré de cette odorante plante.

Un métier néanmoins menacé de disparition en raison du manque de matières premières, estiment les quelques artisans qui continuent, encore, à perpétuer cette activité chère à leur cœur.

Ces artisans ont assuré, à l'APS, que leur attachement à ce métier vise la protection de ce patrimoine culturel, doté jadis d'un caractère commercial, déplorant, néanmoins, la difficulté d'acquisition de différents types de roses et de fleurs.

C'est le cas de Mohamed Harzeli, membre de l'association culturelle "Kounouz", exerçant avec sa femme ce métier "qui commence à perdre de son lustre, en raison de la réticence des jeunes pour son apprentissage, d'une part, et le manque de matières premières, d'autre part", a-t-il souligné.

Nostalgique, cet artisan a évoqué la "belle époque" de la ville des roses, quand les rues et les vergers embaumaient les roses et les fleurs, notamment le jasmin, qui faisait la réputation des communes de Chiffa (Ouest) et Chebli (Est), avant de déplorer la "disparition quasi-totale" de ces plantes odorantes actuellement du paysage de ces localités, affectant négativement l'artisanat de distillation de l'eau de jasmin, fortement prisée par les amateurs du domaine. A cela s'ajoute la disparition d'une multitude d'autres types de fleurs exploitées dans la distillation de l'eau de fleurs, dont les violettes et les roses, difficiles à trouver en quantités suffisantes.

L'artisan Harzeli (53 ans), qui a appris ce métier depuis l'enfance chez un spécialiste du domaine de la Casbah d'Alger, a cité parmi ses plus importantes sources d'ap-



provisionnement en matières premières, les bigaradiers (orangers amers) longeant les artères du centre-ville (Bab Essebt et Bab Dzair) et de la commune de Beni Merad, "qui malheureusement ne me fournissent pas suffisamment de matières premières", a-t-il observé, se plaignant du fait que les autorités locales n'assurent pas l'entretien régulier de ces arbres, pour les rendre plus rentables.

A cela s'ajoutent des plantes médicinales ramassées dans les forêts de l'Atlas Blideen, dont le romarin.

Même son de cloche chez Mme. Radhia Belbey, une autre gardienne de ce métier ancestral cher à la ville des roses, qui a, également, déploré le manque de matières premières ayant négativement impacté sur son activité.

L'artisane, qui a exprimé sa crainte de voir ce métier disparaître, a expliqué, à l'APS, que la distillation de l'eau de rose s'étend sur toute la période de la cueillette (dite El Kettaf), allant du mois de mars à la première quinzaine de mai.

L'eau florale provient de l'eau de condensation récupérée de l'essencier de

l'alambic, une sorte de vase de décantation en cuivre, mis sur le feu pendant au moins quatre heures, temps nécessaire à la vaporisation de l'eau et à sa condensation en vue de sa transformation en gouttelettes d'eau odorantes.

Un projet de modernisation du métier pour attirer les jeunes générations

Selon Lhadj Meshoub, directeur de la culture de Blida, des efforts sont actuellement consentis pour préserver le patrimoine culturel matériel et immatériel, à travers la mise en œuvre d'un projet visant notamment la modernisation du métier de distillation de l'eau de fleurs et de rose, dans l'objectif d'inciter les jeunes à investir ce secteur.

Le responsable a expliqué que sa direction a réceptionné des correspondances de la part du ministère de tutelle pour la proposition de projets visant la protection des métiers artisanaux de la distillation.

"Suite à quoi notre choix fut porté sur le métier de distillation de l'eau de rose et de fleurs, considérant qu'il est en tête de liste des métiers ancestraux menacés de dis-

parition à Blida, et d'un petit nombre de wilayas, notamment Constantine et Tipasa (Koléa)", a-t-il dit.

M.Meshoub a signalé l'inscription de ce projet dans le cadre du programme de partenariat institutionnel "PROFAS C+" lancé par l'ambassade de France en Algérie et le ministère des Affaires étrangères, portant sur l'identification de projets de partenariats institutionnels entre entités publiques françaises et algériennes.

"L'approbation de ce projet, visant aussi la réhabilitation de l'activité de la parfumerie, devrait permettre l'initiation d'actions pour la modernisation du métier de distillation de l'eau rose et de fleurs", a ajouté le directeur de la culture. Des stages seront également organisés au profit des artisans et des jeunes souhaitant apprendre ce métier, avec un encadrement assuré par des chercheurs et enseignants universitaires spécialisés, tout en bénéficiant de l'expertise étrangère.

Ce projet proposé à l'intégration dans le programme "Profas C+" vise, également, à trouver des solutions adaptées au problème de pénurie de matières premières, du au recul de la culture des fleurs dans la région, a estimé M. Meshoub.

"Il a aussi pour objectif d'encourager les jeunes à investir les activités de distillation de l'eau de rose et des fleurs et de la parfumerie", a souligné le même responsable, rappelant que la ville de Blida comptait de nombreux laboratoires d'extraction d'huiles essentielles de roses et de jasmin, utilisées jadis en parfumerie, avant leur arrêt d'activités, due, également, au manque de matières premières, a-t-il déploré.

ALLOCATION CHÔMAGE

Un budget de plus de 80 milliards DA alloué

Un budget de plus de 80 milliards de dinars a été alloué par l'Etat au titre de contribution au dispositif de l'allocation chômage en 2022, en vertu d'un décret présidentiel paru au Journal officiel (N 27). Signé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, le 12 avril en cours, ce décret (n 22-158) porte sur la création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Selon

le décret, "il est créé, au sein de la nomenclature du budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, un chapitre n 44-13 intitulé "Contribution au dispositif allocation chômage".

Dans ce cadre, il est ouvert, sur 2022, un crédit de 80,228 milliards de DA applicable au budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Le ministre des Finances et le ministre du Travail,

de l'emploi et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de décret.

Cette "décision historique" de création d'une allocation chômage, prise par le président de la République, permet aux demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) de bénéficier d'une allocation mensuelle de 13.000 DA et d'une couverture sociale à travers la carte Chifa.

MASCARA

Visite de solidarité aux enfants hospitalisés

Une visite de solidarité au profit des enfants malades hospitalisés, a été organisée mardi au niveau des établissements publics hospitaliers de la wilaya de Mascara, pour partager avec eux la célébration de l'Aïd El Fitr, a-t-on appris auprès de la direction de l'action sociale et de la solidarité, promotrice de cette initiative. Cette initiative, organisée en collaboration avec 10 associations de wilaya à caractère social cible

les enfants malades dont l'âge varie entre 7 et 13 ans, qui se soignent actuellement au niveau de sept établissements publics hospitaliers (EPH) relevant des daïras de Mascara (2), Tighennif, Ghriess, Sig, Mohammadia et Oued El Abtal. Selon la même source, ces enfants ont bénéficié d'actions de solidarité, d'activités artistiques et de détente, englobant des spectacles de clowns, des chansons éduca-

tives, en plus de remise de cadeaux et de jeux, créant la joie qui fait oublier aux enfants leur souffrance.

Cette initiative entre dans le cadre du programme de solidarité spécial Aïd El Fitr de la direction de l'action sociale de la wilaya, de concert avec des associations à caractère social et les cellules de proximité de solidarité, qui englobe également l'organisation d'activités artistiques et de solidarité au

profit des pensionnaires de la maison des personnes âgées des villes de Mascara et de Sig. Au programme, figurent également la distribution d'habits de l'Aïd, de cadeaux et de jeux aux enfants de familles démunies et orphelins dans les zones enclavées de la wilaya, ainsi que la remise de kits alimentaires aux familles pauvres, selon la même source.

ONU

L'insécurité alimentaire aigüe a très fortement augmenté dans le monde en 2021

L'insécurité alimentaire aigüe a frappé près de 40 millions de personnes supplémentaires en 2021, pour atteindre près de 200 millions, en raison des conflits et des crises climatiques et économiques, prévient l'ONU mercredi dans son rapport sur les crises alimentaires.

L'an passé, 193 millions de personnes dans 53 pays se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aigüe, c'est-à-dire qu'elles ont eu besoin d'une aide urgente pour survivre.

Mais même avec l'aide alimentaire, beaucoup ont souffert de malnutrition aigüe, incapables de couvrir le minimum de leurs besoins nutritionnels.

La classification englobe les niveaux 3 à 5 de l'échelle internationale de la sécurité alimentaire: "crise", "urgence" et "catastrophe".

Depuis 2016, date de la première publication de ce rapport réalisé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial et l'Union européenne, le



chiffre n'a cessé de croître. La hausse enregistrée en 2021 découle d'une "triple combinaison toxique de conflits, d'événements météorologiques extrêmes, et de chocs

économiques", détaille la FAO. Les conflits sont en cause pour 139 millions de personnes, notamment dans les pays en proie à des crises politiques et humanitaires comme la

République démocratique du Congo (RDC), l'Éthiopie, l'Afghanistan et le Yémen, les plus affectés. Les difficultés économiques liées à la pandémie de Covid-19, moins conséquentes qu'en 2020, furent la principale cause de faim aigüe pour 30,2 millions de personnes dans le monde. L'ONU précise que ses chiffres sont tirés vers le haut par l'élargissement de sa couverture géographique, qui inclut de nouveaux États comme la RD Congo.

1,5 milliard de dollars d'aide financière serait nécessaire pour agir dès maintenant, afin de profiter de la saison des semis pour augmenter la production dans les régions à risque, estime la FAO, qui tiendra une réunion à ce sujet mercredi.

UKRAINE

Au moins 16 morts dans une collision entre un bus et un camion-citerne

Au moins 16 personnes ont été tuées et six autres blessées dans une collision entre un bus de passagers et un camion-citerne dans la région de Rivne, dans l'ouest de l'Ukraine, a

annoncé la police nationale ukrainienne. Les deux véhicules sont entrés en collision mardi, sur l'autoroute Kiev-Chop, près du village de Sytne, et ont pris feu, a indiqué la police sur

Facebook. Suite à l'accident, la circulation sur ce tronçon de l'autoroute Kiev-Chop a été complètement fermée, tandis qu'une équipe d'enquêteurs travaille sur le site, a ajouté la police.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Eruption meurtrière: l'agence de gestion des catastrophes relaxée

Un juge néo-zélandais a relaxé mercredi l'agence nationale de gestion des catastrophes qui était poursuivie pour avoir manqué à ses obligations en matière de sécurité lors de l'éruption en 2019 du volcan de White Island, qui avait fait 22 morts.

Près de 50 personnes, dont une majorité de touristes australiens se trouvaient sur l'île lorsque le volcan était entré en activité, rejetant des cendres

brûlantes et des gaz toxiques. L'éruption avait fait 22 morts et 25 blessés, dont certains grièvement. L'agence nationale de gestion des catastrophes faisait partie des dix personnes morales et trois personnes physiques poursuivies pour avoir enfreint la loi sur la santé et la sécurité au travail. WorkSafe, l'organisme veillant au respect des normes de sécurité au travail, avait estimé que l'agence n'avait pas bien mis en garde les

propriétaires fonciers et le public contre un risque d'éruption. Un juge d'un tribunal d'Auckland a rejeté l'accusation portée contre l'organisme public. Selon le magistrat, Evangelos Thomas, l'agence ne peut être tenue pour responsable en vertu de la législation néo-zélandaise sur la santé et la sécurité au travail.

"L'audience ne vise pas à savoir si l'agence a fait son travail correctement - elle l'a peut-

être fait, elle ne l'a peut-être pas fait. Il s'agit seulement de savoir si WorkSafe peut utiliser cette loi particulière pour la poursuivre", selon le juge. Onze autres parties ont plaidé non coupable et seront jugées l'an prochain.

La semaine dernière, la compagnie aérienne Inflight a reconnu des manquements en matière d'évaluation des risques. Elle a été condamnée à une amende de 227,500 dollars néo-zélandais (138.000 euros).

TRANSPORT AÉRIEN

Crash 737 MAX : des familles contestent un accord entre Boeing et les Etats-Unis

Des familles de victimes des deux crashes de Boeing 737 MAX en octobre 2018 et mars 2019 ont demandé mardi à un juge de l'Etat du Texas, dans le sud des Etats-Unis, d'annuler un accord de 2,5 milliards de dollars passé entre l'avionneur et le gouvernement américain.

Par cet accord financier, le constructeur avait reconnu avoir commis une fraude, en échange de l'abandon par le ministère de la Justice de certaines des poursuites le visant depuis les accidents des avions de Lion Air et Ethiopian Airlines qui avaient fait 346 morts

et entraîné l'immobilisation du 737 MAX pendant 20 mois. Cet arrangement du 7 janvier 2021 était au cœur d'une audience judiciaire mardi à Fort Worth, au Texas.

"Ils ont fait un micmac faisant que le crime relève de la fraude et non de l'homicide involontaire", a expliqué Catherine Berthet, une Française qui a perdu sa fille de 28 ans dans le crash d'Ethiopian Airlines, près d'Addis-Abeba (Éthiopie), le 10 mars 2019. "Nous estimons que le droit des familles de victimes n'a pas été respecté" ajoute-t-elle. "Nous n'avons pas été consul-

tés. Nous demandons à être entendus".

L'accord de janvier 2021 comprenait un fonds d'indemnisation des proches de victimes de 500 millions de dollars, 1,77 milliard de compensations versées aux compagnies aériennes et une amende pénale de 243,6 millions de dollars.

Boeing avait reconnu que deux de ses employés avaient induit en erreur un groupe chargé au sein de la FAA (l'autorité américaine de l'aviation) de préparer la formation des pilotes au logiciel de vol MCAS, mis en cause dans les deux accidents.

AFRIQUE DU SUD

Près de la moitié des Sud-Africains dépendent de l'aide sociale

Environ 47% de la population sud-africaine dépend de prestations sociales, a déclaré mardi l'Agence de sécurité sociale d'Afrique du Sud (SASSA).

Plus de 18,57 millions d'entre eux dépendaient de transferts sociaux au 31 décembre 2021, soit environ 31% de la population, tandis qu'environ

10 millions de plus dépendaient de la subvention spéciale Covid-19, fixée à 350 rands (22 dollars) par mois, a ajouté la SASSA, devant la commission parlementaire restreinte de la Santé et des Services sociaux.

Les transferts d'aide sociale coûtent 204 milliards de rands par an (12,8 milliards

de dollars), hors subvention spéciale Covid-19, selon les chiffres de la SASSA, ajoutant que le nombre de bénéficiaires de prestations sociales devrait encore augmenter, pour atteindre 18,9 millions en mars 2023.

L'agence a indiqué que son objectif principal au cours de l'exercice en cours était de

contribuer à la réduction de la pauvreté en continuant à apporter une aide aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap et aux enfants ne pouvant subvenir à leurs besoins, en accordant un répit temporaire aux personnes et aux familles en détresse passagère, entre autres.

DÉLINQUANCE

Extradition vers les Etats-Unis de l'un des plus puissants chefs de gang haïtien

Le chef de l'un des plus puissants gangs d'Haïti a été extradé mardi vers les Etats-Unis, a indiqué la police nationale haïtienne alors que l'emprise territoriale des bandes armées place la capitale Port-au-Prince en état de siège.

A la tête du gang "400 mawozo", Germine Joly, surnommé "Yonyon", a été transporté par la police fédérale américaine (FBI) vers la ville de Washington, qui avait émis un mandat international contre lui à la fin du mois d'avril.

Incarcééré depuis plusieurs mois dans la prison de Port-au-Prince, il est poursuivi par les Etats-Unis pour "importation d'armes de guerre" et "séquestration contre rançons de citoyens américains", précise le communiqué de la police haïtienne. Le gang, qu'il continuait à diriger depuis sa cellule, avait enlevé, à l'automne dernier, un groupe de 17 personnes composé de missionnaires nord-américains et de leurs proches, dont cinq enfants.

USA

Le gouverneur de l'Oklahoma signe une loi interdisant l'avortement

Le gouverneur républicain de l'Oklahoma, dans le sud des Etats-Unis, a annoncé avoir signé mardi une loi interdisant l'avortement après six semaines de grossesse, l'une des plus restrictives du pays, alors que la Cour suprême s'apprête à revenir sur ce droit au niveau fédéral.

"Je représente la totalité des quatre millions d'habitants de l'Oklahoma qui, de manière écrasante, veulent protéger les enfants à naître", a écrit sur Twitter Kevin Stitt en promulguant le texte voté par le parlement de l'Etat jeudi dernier.

Lundi soir, la fuite d'un projet de décision de la Cour suprême indique que l'institution fédérale serait sur le point de remettre aux Etats le pouvoir d'autoriser, ou non, les IVG, près de 30 ans après les avoir rendues légales dans tout le pays.

UNION EUROPÉENNE Bruxelles veut harmoniser le format des dossiers médicaux numériques

La Commission européenne a proposé mardi d'harmoniser le format des dossiers médicaux numériques dans l'UE, pour permettre aux patients d'avoir accès à leurs données et de les partager avec des professionnels de santé partout sur le continent, selon des médias.

"Les dossiers de patients, prescriptions électroniques, comptes rendus d'imagerie médicale, résultats de laboratoire et lettres de sortie d'hospitalisation devront être émis et acceptés dans un format européen commun", indique le projet de l'exécutif européen, qui sera examiné par les Etats et les eurodéputés. "L'interopérabilité et la sécurité deviendront obligatoires, et les fabricants de systèmes de dossiers médicaux électroniques devront certifier le respect de ces normes", poursuit la Commission, qui affirme tirer les leçons de l'importance des outils médicaux numériques durant la pandémie de Covid-19. Cet "espace européen des données de santé" doit permettre de "bénéficier des meilleurs soins dans toute l'UE", a déclaré la commissaire à la Santé, Stella Kyriakides, en marge d'une session du Parlement européen à Strasbourg. Actuellement, les dossiers médicaux sont conservés par les médecins de famille, au niveau régional ou national, et 11 pays délivrent encore des prescriptions uniquement en format papier. La Commission souhaite garantir aux patients un accès numérique gratuit et facile, afin que ces données puissent être utilisées par d'autres médecins partout dans l'UE, par exemple lorsqu'ils sont en vacances.

M'SILA

Mise en service du bloc des urgences médicales de l'hôpital Zahraoui



Le bloc des urgences médicales de l'hôpital Zahraoui de M'sila a été mis en service jeudi après des travaux de réhabilitation ayant touché cette structure, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Le projet de réhabilitation de cette structure qui s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation des structures de santé publique, a nécessité la mobilisation de plus de 15 millions DA, a précisé la même source, indiquant qu'une autre opération de réhabilitation concerne les blocs de réanimation et opératoire de l'hôpital.

Ces structures contribueront ainsi à améliorer les conditions d'hospitalisation des malades admis à cet hôpital d'une capacité de 240 lits, a indiqué la même source, signalant que les travaux de réhabilitation ont été lancés il y a deux mois.

Plusieurs opérations portant réalisation, réhabilitation et équipement des structures relevant du secteur de la santé publique dans plusieurs communes de la wilaya de M'sila sont en cours de réalisation, selon la même source.

Il s'agit essentiellement de l'achèvement des travaux d'un hôpital d'une capacité de 60 lits situé à Hammam Dalaa, de la réhabilitation du service de réanimation de l'hôpital du chef-lieu de wilaya, la réhabilitation de 17 structures légères de la santé, l'étude et la réalisation d'une unité des urgences à l'hôpital d'Ain El Melh et l'étude du projet de réalisation d'un hôpital à la commune de Medjedel, a détaillé la même source.

Ces projets enregistrent un taux d'avancement jugé "appréciable", notamment la réalisation des hôpitaux de M'sila et de Sidi Aissa, a-t-on conclu.

DJELFA

Huit projets d'hôpitaux à l'étude

Huit nouveaux projets d'hôpitaux sont à l'étude dans la wilaya de Djelfa en vue d'un renforcement infrastructurel du secteur local de la santé, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya. Ces projets sont relatifs à la réalisation de trois hôpitaux, d'une capacité unitaire de 120 lits, au niveau des communes de Hassi Bahbah, Messaâd, et Ain Ouessara. Des études sont également en

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

Aucun nouveau cas et aucun décès

Aucun nouveau cas confirmé de coronavirus (Covid-19) et aucun décès n'ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, hier, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés demeure inchangé, soit

265782, de même celui des décès (6875 cas), et celui des guérisons qui s'établit à 178358 cas. Par ailleurs, un (01) patient est actuellement en soins intensifs, précise la même source.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

INFECTIOLOGIE

Le 3^e congrès national de la Société algérienne d'infectiologie du 13 au 15 mai à Oran

Le 3^e congrès national de la Société algérienne d'infectiologie (SAI), sera organisé du 13 au 15 mai à Oran, a-t-on appris mardi des organisateurs.

Pour cette année, trois thèmes importants en santé publique ont été retenus, le premier, la Covid-19 qui domine l'actualité depuis fin 2019, le deuxième est celui des infections d'inoculation qui posent toujours un problème de prise en charge quotidienne et le troisième est celui de l'antibiothérapie et les infections associées aux soins, précise-t-on de même source. Ce congrès sera un espace d'échange d'expériences, de débat de pro-



blèmes et d'élaboration de recommandations pour tous les congressistes venus de tout le pays ainsi que d'invités

de Tunisie et de France, entre autres. Un riche programme de conférences a été concocté pour l'occasion, dont "la

Covid-19: point de la situation", "Les tests antigéniques de détection du SARS-Cov-2", "Réponse immunitaire après vaccination anti Covid-19", "Covid long", entre autres.

Il s'agit, également, d'animer plusieurs conférences autour de l'antibiothérapie dont "Le plan mondial de lutte contre la résistance aux antibiotiques", et "L'évolution des marqueurs de résistance aux antibiotiques", entre autres.

Outre les conférences, cette manifestation scientifique verra la tenue de plusieurs ateliers autour des infections liées aux soins, ainsi que la présentation de 125 E-posters.

ORAN

ANADE : "vers la création de 40 micro-entreprises de prestations de santé"

Des médecins et des spécialistes dans l'offre de services médicaux et sanitaires à Oran ont déposé, cette année, 40 dossiers au niveau de l'antenne de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) pour la création de micro-entreprises spécialisées dans les prestations de santé, selon le directeur d'agence, Ghomri Abdelkader. Il s'agit de dossiers pour obtenir le soutien de ce dispositif pour ouvrir des cliniques de chirurgie générale et spécialisée et d'autres pour des soins à domicile et de pharmacies et créer des établissements de fabrication de produits semi-pharmaceutiques, des

laboratoires d'analyses médicales et des entreprises d'installation et d'entretien des équipements médicaux et chirurgicaux.

Dans ce cadre, l'antenne de wilaya de l'ANADE a reçu huit dossiers pour l'ouverture de cliniques, huit pour des pharmacies, trois pour des laboratoires médicaux, trois pour des cliniques de gynécologie obstétrique, en plus de 14 pour des cabinets de spécialistes, de cliniques dans 11 spécialités médicales et d'un dossier pour une clinique de chirurgie dentaire et d'un autre dans les prestations paramédicales à domicile.

L'antenne d'Oran de l'ANADE a

accepté de soutenir et de financer la plupart des dossiers déposés, dans le cadre de la politique de l'agence pour soutenir les startups spécialisées et contribuer à la promotion de l'activité et des prestations médicales au niveau de la wilaya.

Le nombre de demandes de création de micro-entreprises spécialisées dans le domaine médical et sanitaire a augmenté depuis le début de cette année, par rapport aux années précédentes, notamment l'année 2021, ce qui a vu la création de 30 micro-entreprises spécialisées dans ce domaine, a-t-on souligné.

BOUMERDES

De nombreux projets pour la promotion du secteur de la santé

Le secteur de la santé à Boumerdes a bénéficié de nombreux projets destinés à améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens, dont certains sont en chantier et d'autres réceptionnés durant l'année en cours, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Selon le DSP, Saïd Ouabbas, il s'agit de projets ayant bénéficié, ces deux dernières années, d'une levée de gel, dont un hôpital de 240 lits à Boumerdes, attendu à la mise en service au début de l'année prochaine.

Le taux d'avancement des travaux de sa réalisation est de plus de 70 %.

A cela s'ajoute le projet d'un hôpital psychiatrique de 120 lits en chantier dans la commune de Boudouaou, et prévu à la livraison avant fin 2022.

Ce projet a enregistré un grand retard en raison du gel de l'opération, mais

aussi à cause de l'insuffisance de l'enveloppe financière affectée au projet et le passage de réseaux sous le terrain devant l'accueillir, a expliqué le même responsable. La wilaya a, également, bénéficié d'un hôpital de 60 lits au profit de la commune de Khemis El Khechna qui sera lancé en réalisation avant la fin de l'année (2022), et ce après le règlement du problème de choix de terrain, a souligné M. Ouabbas.

Le même responsable a, par ailleurs, fait cas de la levée du gel sur le programme de réaménagement de nombreuses polycliniques et d'équipement d'unités et de centres médicaux, pour une enveloppe globale de 70 millions de DA. Plusieurs projets de polycliniques seront, en outre, relancés à Tidjelabine, Chaabat El-Ameur, Ouled Haddadj, Bordj Menail, et Larbaatche, parallèlement au lancement de la réalisation de

vingt autres polycliniques à travers la wilaya. Le secteur de la santé a également bénéficié d'un projet de réalisation d'un centre mère-enfant dans la ville de Boumerdes, en plus de l'ouverture de 20 points d'urgences au niveau des polycliniques, et d'un service des urgences médico-chirurgicales à l'hôpital de Bordj Menail, où les urgences pédiatriques ont été désormais séparées des urgences médicales.

A noter que la wilaya a déjà enregistré la mise en service de l'Institut national de formation paramédicale, l'ouverture d'un service pédiatrique à l'hôpital de Bordj Menail, d'un centre de désintoxication.

A cela s'ajoute l'ouverture de deux centres de santé, respectivement dans les communes Timezrit et Boudouaou, de salles de soins dans les villages de Touzroute et Dar El Beïd a de la com-

en vue de leur inscription à la réalisation, et le lancement de leurs chantiers", a-t-il insisté.

Ces projets figurent parmi les doléances principales exprimées par les citoyens lors des visites de travail effectuées par le wali au niveau de ces localités, enregistrant une croissance démographique, mais surtout éloignées du chef lieu de la wilaya.

muné de Baghliya, et une salle polyvalente à Dellys. Le secteur de la santé a également été renforcé, localement, par l'ouverture de salles polyvalentes à Legata et Kherrouba, d'un centre de transfusion sanguine à Corso, de salles de soins à Si Mustapha et Boumerdes, et la réhabilitation de 10 centres de santé transformés en polycliniques.

A noter que la wilaya compte actuellement trois hôpitaux d'une capacité globale de 927 lits, soit une moyenne d'un lit pour 851 habitants, outre une quarantaine de polycliniques, équivalent à une moyenne d'une polyclinique pour 23.473 habitants, et près de 110 salles de soins (une salle pour 760 habitants).

Boumerdes dispose aussi d'un centre de dépistage du SIDA et de trois unités de surveillance et de traitement des maladies respiratoires, rappelle-t-on.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

TUNISIE

13 décès et 519 nouvelles contaminations en une semaine

Treize décès supplémentaires et 519 nouvelles contaminations par la COVID-19 ont été enregistrés en Tunisie entre le 25 avril et le 1er mai en cours, soit un taux de positivité de 4,58%.

Selon le dernier bilan publié mercredi par le ministère de la santé, depuis l'apparition de la pandémie en Tunisie en mars 2020, 1.040.712 cas d'infection au coronavirus ont été enregistrés dont 28.566 décès et 1.026.756 rétablissements.

D'après le même bilan, au cours de



cette 17^{ème} semaine de l'année, 26 nouvelles hospitalisations ont été

enregistrées dans les établissements de santé publics et privés.

ETATS UNIS

Près de 13 millions d'enfants infectés par le nouveau coronavirus

Près de 13 millions d'enfants aux Etats-Unis ont été testés positifs au nouveau coronavirus depuis le début de la pandémie, selon le dernier rapport de l'American Academy of Pediatrics (AAP) et de la Children's Hospital Association.

Plus de 149.000 de ces cas ont été ajoutés au cours des quatre dernières semaines.

Plus de cinq millions de cas supplémentaires ont été signalés en 2022, selon le rapport publié mardi. Les

enfants représentaient 19 % de tous les cas du COVID-19 dans le pays, selon le rapport.

Plus de 53.000 cas du COVID-19 chez les enfants ont été signalés au cours de la semaine se terminant le 28 avril, soit une augmentation de plus de 60 % par rapport à deux semaines auparavant.

Il s'agit de la troisième augmentation hebdomadaire consécutive des cas d'enfants signalés, selon l'AAP.

Il est urgent de recueillir davantage

de données en fonction de l'âge pour évaluer la gravité de la maladie liée aux nouveaux variants ainsi que les effets potentiels à long terme, a considéré l'AAP.

"Il est important de reconnaître que la pandémie a des effets immédiats sur la santé des enfants, mais nous devons surtout identifier et traiter les impacts à long terme sur le bien-être physique, mental et social de cette génération d'enfants et de jeunes", a affirmé l'AAP.

ALLEMAGNE

Une quarantaine de cinq jours pour les personnes infectées

Les personnes infectées par le Covid-19 en Allemagne sont désormais autorisées à sortir de quarantaine après cinq jours seulement, un dépistage négatif étant désormais recommandé mais plus obligatoire, a annoncé mercredi le ministre allemand de la Santé, Karl Lauterbach.

Précédemment, on imposait aux personnes infectées par le Covid-19 de s'isoler pour sept jours puis de présenter un dépistage négatif avant de sortir de quarantaine.

Les personnes infectées qui restent positives au bout de cinq jours doivent rester isolées jusqu'à recevoir un dépistage négatif.

Selon M. Lauterbach, l'obligation de quarantaine ne s'appliquera plus qu'aux personnes infectées, et non plus aux cas contacts. Cet amendement du décret sur les règles de quarantaine a été adopté suite à une recommandation de l'Institut Robert Koch (RKI), agence du gouvernement fédéral en

charge de contrôle et de la prévention des maladies. L'incidence du Covid-19 sur sept jours en Allemagne a continué de baisser, à 632,2 infections pour 100.000 habitants, contre 909,1 il y a une semaine, selon le RKI.

Le nombre de nouvelles infections en 24 heures est tombé à 113.522.

CHINE

Pékin ferme des dizaines de stations de métro

La capitale chinoise Pékin a fermé mercredi des dizaines de stations de métro pour restreindre les déplacements et lutter contre le Covid-19, même si la ville de 21 millions d'habitants ne recense que quelques dizaines de cas quotidiens.

Le métro de Pékin a annoncé la fermeture d'une quarantaine de stations mercredi -soit environ 14% du réseau- dont beaucoup se trouvent à proximité de zones confinées, selon sa page WeChat. "Les entrées et les sorties des

stations seront fermées... mais les changements (de ligne) pourront être effectués à l'intérieur des stations", précise l'avis. Largement épargnée depuis deux ans, la Chine affronte ces dernières semaines sa pire flambée épidémique.

La plupart des cas sont enregistrés à Shanghai où les habitants sont confinés depuis plus d'un mois. Dans la capitale économique du pays, toute personne testée positive est envoyée dans un centre de quarantaine. Les

habitants de la capitale, où 51 nouveaux cas ont été rapportés mercredi, redoutent que leur ville ne soit à son tour confinée. Mardi, l'ensemble des habitants du district de Chaoyang, le plus peuplé de la capitale, ont commencé une nouvelle série de tests de dépistage qui doit se terminer jeudi.

Pendant ce temps, près de 5.000 nouveaux cas ont été recensés à Shanghai, un chiffre en baisse alors que la ville a assoupli certaines mesures.

POLOGNE

Vers un déclassement du statut de la pandémie de COVID-19 à la mi-mai

La Pologne va déclasser le statut de la pandémie de COVID-19 à la mi-mai, et choisir de plutôt la considérer comme une menace épidémique, a annoncé le ministre de la Santé Adam Niedzielski.

M. Niedzielski, cité par l'agence de presse polonaise, a déclaré que cette

décision a été discutée à différents niveaux du gouvernement et qu'elle a été prise "à la suite d'une analyse juridique".

La Pologne a officiellement reconnu la COVID-19 comme une épidémie à part entière le 20 mars 2020, donnant au gouvernement le pouvoir de pro-

mulguer des restrictions nationales pour limiter la propagation du virus. Ces mesures comprenaient des exigences de quarantaine et l'obligation du port du masque.

Cependant, la plupart des restrictions ont été progressivement levées, le port du masque dans les établis-

sements de santé restant obligatoire. Près de 6 millions de cas de COVID-19 ont été officiellement enregistrés en Pologne depuis 2020, causant 116.042 décès.

Près de 22,5 millions de personnes ont été entièrement vaccinées contre la maladie, dans un pays de 38,5 millions d'habitants.

AFRIQUE DU SUD

La fabrication de vaccins anti-Covid d'Aspen menacée, faute de commandes

Le géant pharmaceutique Aspen, qui s'est lancé dans la production et la commercialisation de vaccins anti-Covid en Afrique du Sud après un accord avec l'Américain Johnson & Johnson, risque de mettre fin au projet faute de commandes, a-t-on indiqué mardi auprès de sa direction. "Si nous ne recevons aucune commande de vaccins anti-Covid, il n'y aura clairement aucune raison de conserver cette ligne de production", a déclaré Stavros Nicolau, directeur général du groupe pharmaceutique sud-africain.

Des lots d'essai sont produits depuis janvier sur le site de Gqeberha (sud).

L'Afrique du Sud et l'Inde ont été à la tête d'une bataille pour l'égalité d'accès aux vaccins et une suspension des droits de propriété intellectuelle pour permettre la fabrication locale de doses à moindre coût.

Aspen a signé un accord en novembre avec J & J pour la fabrication de doses "en Afrique pour l'Afrique".

L'OMS avait qualifié cet accord de "développement majeur" en matière d'accès aux vaccins.

"Nous savions que la fabrication de vaccins anti-Covid pourrait ne pas être viable.

Mais nous avions eu l'assurance qu'une plateforme de fabrication régionale était essentielle et qu'elle serait soutenue", rappelle M. Nicolau.

VACCIN ANTI-COVID
Sanofi reconnaît un "échec"

Le géant pharmaceutique français Sanofi a reconnu mardi avoir subi un "échec" dans le développement d'un vaccin anti-Covid, un créneau sur lequel il est nettement en retard par rapport à des concurrents comme l'américain Pfizer.

"C'est, il faut le reconnaître, un échec (...) par rapport à la rapidité qu'il fallait", a admis le président du groupe, Serge Weinberg.

C'est la première fois que le groupe s'exprime de manière aussi tranchée sur le sujet, ces déclarations ayant été faites devant ses actionnaires réunis en assemblée générale. Plusieurs d'entre eux ont profité de l'occasion pour interpellier les dirigeants du groupe quant à sa mauvaise performance dans le développement d'un vaccin anti-Covid. A l'heure actuelle, Sanofi n'est parvenu à développer qu'un seul vaccin contre la maladie, et il est encore en cours d'examen aux Etats-Unis et dans l'Union européenne.

BELGIQUE

Projet de loi pour l'obligation vaccinale du personnel soignant

La Commission de la santé de la Chambre des représentants de la Belgique a approuvé mardi en deuxième lecture le projet de loi lié à l'obligation vaccinale du personnel soignant contre la Covid-19, selon des médias. Cette mesure n'entrera cependant pas en vigueur pour le moment.

"Dans le contexte épidémiologique actuel, la vaccination obligatoire des prestataires de soins de santé ne serait pas conforme au principe de proportionnalité", a indiqué lundi la Taskforce, après avoir consulté le Conseil supérieur de la santé et le Risk Assessment Group.

La Taskforce a toutefois précisé que son avis serait réévalué si la situation épidémiologique venait à nouveau à se dégrader, qu'un nouveau variant apparaissait et/ou une baisse significative de l'immunité était observée, impliquant une remontée du nombre de décès et d'hospitalisations. Le ministre fédéral de la Santé, Frank Vandenbroucke, a quand à lui insisté sur l'approche flexible qui avait finalement été retenue. "Il faut être prêt", a-t-il indiqué. "Nous mettons au point un cadre législatif pour le moment où il faudra le mettre en œuvre. Espérons que cela n'arrive jamais", a-t-il ajouté. La situation épidémiologique en Belgique présente tous les indicateurs de la Covid-19 en régression.

BRONCHIOLITE

Comment la tenir à distance ?

Chaque année, surtout de novembre à mars, la bronchiolite malmène les poumons de nos bébés. Un enfant sur trois de moins de 2 ans est touché. Peut-on prévenir la maladie ? Et sinon, quel traitement va la guérir ? Comment reconnaître une bronchiolite ?



Avant, il y a généralement un rhume accompagné d'une fièvre peu élevée. Puis le nourrisson commence à tousser, respire de plus en plus difficilement, avec un sifflement. Plus il est jeune, plus ce sifflement est discret et n'est parfois audible qu'à l'auscultation. Mais le bébé est toujours gêné pour têter ou s'alimenter normalement, s'il prend moins de la moitié de son biberon sur trois biberons d'allée, c'est un signe d'alerte pour les parents. Cela signifie que leur bout de chou doit faire des efforts respiratoires pour s'alimenter.

Quelle en est la cause ?

C'est une infection virale, due au virus respiratoire syncytial (VRS) dans 70 à 80 % des cas. Il pénètre dans les poumons et crée une inflammation, entraînant une hypersécrétion de mucus qui a tendance à obstruer les bronches. Les symptômes (toux, sifflements) ne sont que des réactions de défense contre l'envahisseur.

Où les bébés l'attrapent-ils le plus souvent ?

À l'évidence, dans tous les endroits où il y a beaucoup de monde, qu'il vaut mieux éviter. Le virus se transmet par les sécrétions nasales et les gouttes de salive. Il suffit qu'une personne (adulte ou enfant) ayant une infection respiratoire (rhinite, rhinopharyngite ou bronchite) soit en contact avec le bébé, et le tour est joué. Il risque d'être contaminé !

Peut-on la prévenir ?

Pas de sortie dans les magasins, les supermarchés, les transports en commun. Les rendez-vous médicaux se prennent aux heures creuses : ainsi, bébé risquera moins de côtoyer une personne malade. Il faut être particulièrement prudent avec un prématuré ou un enfant atteint d'une maladie chronique (maladie cardiaque, déficit immunitaire...). Pour ces petits fragiles, une règle d'or : pas de garde en milieu collectif et des contacts extrêmement limités avec les autres enfants pendant l'hiver.

Que faire quand il y a des malades autour ?

Difficile d'éviter une contamination en milieu collectif. Mais certaines mesures peuvent être prises, chez une assistante maternelle ou chez soi, pour limiter les risques. On se lave soigneusement les mains avant de changer bébé ou de lui donner un médicament ! Si on est enrhumé, on met un masque avant de s'occuper de lui. Si ses aînés vont à la crèche ou à l'école, le lavage des mains à la maison est obligatoire. Ils sont priés aussi de limiter les bisous au dernier et de ne pas éternuer en sa présence !

Que peut-on faire pour l'aider quand il respire mal ?

La bronchiolite apparaît, monte en puissance puis va disparaître en quelques jours. Le « traitement » proposé vise essentiellement à soulager bébé, à diminuer la gêne et à limiter l'inconfort respiratoire. On ne le force pas à manger et on fractionne ses repas. Pour un sommeil sans heurts, il vaut toujours mieux le coucher sur le dos et surélever le haut de son matelas. La plupart du temps, la bronchiolite se soigne avec des lavages répétés du nez.

Comment lui laver le nez correctement ?

Munissez-vous d'un spray nasal d'eau de mer ou de sérum physiologique doté d'un embout conique. Mettez bébé sur le dos. Placez-vous sur le côté de manière à vous positionner perpendiculairement à lui. Inclinez sa tête sur le côté, vers vous, et bloquez ses bras avec votre main gauche (si vous êtes droitier). De la main droite, introduisez l'embout dans sa narine supérieure et instillez le sérum ou l'eau de mer doucement, jusqu'à ce que le produit ressorte par l'autre narine. Cela peut prendre quelques secondes. Si, malgré les lavages du nez, votre bébé reste très enrhumé, il faut consulter.

Les médicaments agissent-ils sur la maladie ?

Certains antibiotiques peuvent être prescrits, car une infection virale est souvent suivie d'une pathologie bactérienne. Le médecin ajoute parfois des corticoïdes, car la bronchiolite est une maladie inflammatoire. Mais les fluidifiants bronchiques sont contre-indiqués depuis avril 2010, car jugés inefficaces, voire dangereux.

La kinésithérapie respiratoire est-elle utile ?

Pendant longtemps, la kinésithérapie a fait partie du traitement classique dès que l'enfant restait très enrhumé. Mais une étude française publiée l'hiver dernier a semé le doute. 246 nourrissons hospitalisés ont été soignés grâce à la kinésithérapie respiratoire trois fois par jour, 230 autres par de simples aspirations nasales. Résultat : le délai de guérison a été identique pour les deux groupes. Est-ce que cela remet en cause la kinésithérapie ? L'étude portait sur une population de nourrissons hospitalisés. Elle ne dit pas si cela augmente le confort des bébés moins atteints, soignés au cabinet médical ou à la maison.

Alors, dans quels cas peut-on y faire appel ?

Les parents s'accordent pour dire qu'elle reste précieuse si leur bébé est très enrhumé. L'intérêt est de faire remonter le mucus et d'aider le petit malade à s'en débarrasser, par une augmentation lente de l'expiration. Après quelques séances, il retrouve un sommeil et une alimentation de qualité. En revanche, s'il présente simplement une respiration sifflante (sans sécrétions), cette technique n'est d'aucune utilité. C'est tout l'intérêt de prendre contact avec un professionnel qui saura s'il doit agir ou non. Et nous avons la chance de disposer d'un réseau extrêmement performant de kinésithérapeutes qui peuvent être appelés à tout moment, via une prescription du médecin traitant de l'enfant.

Bronchiolite : Les stratégies simples pour l'éviter

En appliquant ces quelques mesures d'hygiène validées par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, le risque pour votre bébé d'attraper une bronchiolite est diminué de deux fois et demi. Alors vite, réviser ces gestes simples car l'épidémie bat son plein en ce moment.

Bronchiolite : les gestes simples pour éviter l'infection

En période d'épidémie de bronchiolite, pensez à :

- Vous laver systématiquement les mains à l'eau et au savon, plusieurs fois par jour pendant 30 secondes, et systématiquement avant de vous occuper de votre bébé.

- N'embrassez pas votre bébé sur son visage lorsque vous êtes enrhumée. Une précaution à généraliser à toutes les personnes de votre entourage.

- Astreignez-vous à porter un masque en tissu lorsque vous changez votre bébé, si vous êtes enrhumée.

- N'échangez pas les tétines, sucettes et biberons des différents enfants.

- Évitez autant que possible la fréquentation des lieux publics (transports en commun, grands magasins...) où vous pourriez être en contact avec des personnes enrhumées.

- Limitez le nombre de peluches dans la chambre de votre bébé : on ne pense pas forcément à les laver alors que le virus y reste présent pendant plusieurs heures.

- Nettoyez ses jouets (et surtout ceux qu'il met à la bouche) avec de l'eau savonneuse et une petite brosse.

- Évitez de fumer chez vous pour respecter les bronches de votre bébé.

- Aérez sa chambre quotidiennement.

Bronchiolite : que faire si bébé l'attrape

Si votre bébé attrape la bronchiolite :

- Nettoyez son nez régulièrement avec un spray nasal à l'eau de mer.

- Surveillez sa température et n'hésitez pas à consulter votre médecin si vous voyez qu'il est somnolent, qu'il vomit ou qu'il a la diarrhée.

- Fractionnez ses repas pour éviter les vomissements et épaississez son lait.

- Ne donnez ni sirop antitussif, ni mucolytique : c'est le kinésithérapeute qui évacuera les sécrétions lors des séances de kiné respiratoire prescrites par le médecin.

Bronchiolite : quand votre bébé doit-il aller chez le kiné ?

L'hiver approche, et avec lui... les épidémies de bronchiolite. Quels sont les gestes à faire, qui faut-il consulter et quand faut-il appeler le kiné ? Nos réponses à toutes vos questions sur la bronchiolite.

Elle se transforme en asthme ?

Généralement, la bronchiolite est sans lendemain. Toutefois, le risque de développer un asthme est plus fréquent chez les enfants qui ont eu plusieurs bronchiolites. À partir du troisième épisode, si l'asthme est confirmé, on donne un traitement de fond à base de corticoïdes inhalés.

Quels gestes à faire ?

D'abord nettoyer son nez quatre à six fois par jour avec du sérum physiologique ou à l'aide d'un mouche-bébé. On peut également fractionner ses repas. S'il en fait quatre par jour, réduisez les quantités et nourrissez votre nourrisson en six fois : un estomac trop rempli peut gêner pour respirer. Couchez-le sur le dos et glissez un coussin sous son matelas pour qu'il soit légèrement surélevé. Aérez sa chambre et évitez, bien sûr, de l'exposer à la fumée de cigarette.

Qui faut-il consulter ?

Tout dépend de l'âge de l'enfant et de son état. S'il a plus de 1 mois et si se nourrit normalement malgré ses difficultés à respirer, voyez votre pédiatre ou votre généraliste. S'il n'a que quelques semaines, mieux vaut vous rendre directement aux urgences. D'autres signes imposent d'aller immédiatement à l'hôpital : le bébé refuse son biberon ou en laisse la moitié, il respire vite avec le ventre, il est fatigué et grognon...

Ya-t-il des médicaments ?

Puisque la maladie est due à un virus, les antibiotiques ne servent à rien. Et n'utilisez surtout pas de sirop contre la toux : celle-ci permet l'évacuation des sécrétions bronchiques. Des séances de kinésithérapie respiratoire sont généralement prescrites pour l'aider à éliminer les sécrétions gênantes. Quand l'enfant a plus de 6 mois, on peut lui administrer de la Ventoline®, un médicament qui dilate les bronches.



Quels sont les symptômes ?



L'épidémie de bronchiolite vient d'atteindre son pic annuel en Ile-de-France et dans la moitié nord du pays. Mais le sud de la France n'est pas épargné non plus et les cas de bronchiolite continuent de s'y mul-

tiplier. Mais comment savoir si votre bébé a attrapé le virus ?

La bronchiolite est une maladie des petites bronches (elles qui amènent l'air tout au fond des poumons) qui est due à un virus répandu et très contagieux (le virus respiratoire syncytial). Ce virus se transmet par la salive, les éternuements, la toux, les objets et les jouets souillés par une personne enrhumée et par les mains.

Ainsi, si vous ou quelqu'un de votre entourage est enrhumé, ce rhume peut-être à l'origine d'une bronchiolite chez votre bébé.

Comment je la reconnais ?

Une bronchiolite commence comme un simple rhume avec un nez qui coule, une fièvre peu élevée. Mais petit à petit les symptômes s'aggravent : votre bébé est agité, n'arrive plus à avaler son biberon à cause de l'encombrement des bronchioles par des sécrétions qu'il n'arrive pas à évacuer. Il faut alors prendre rendez-vous chez le médecin, qui prescrit, le plus souvent, des séances de kiné respiratoire.

Afin d'éviter la transmission du virus, quelques gestes et précautions de prévention sont à prendre dans l'entourage de votre bébé. Le premier de ces gestes, même en ces périodes de fête, est d'imposer à vos invités le lavage des mains obligatoire lorsqu'ils arrivent chez vous ! Le second (qui fera peut-être faire la grimace à belle-maman) est de leur demander de ne pas faire de bisous à votre gentil bébé.

Oui, les jolies joues rouges de votre nourrisson sont appétissantes mais en cette période de propagation des virus, un simple petit rhume chez l'adulte peut se transformer en bronchiolite chez le bébé. Et la bise est un vecteur que les virus adorent !

NIGERIA

Antonio Guterres appelle à un retour "sûr" et "digne" des déplacés

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé mardi à un retour "sûr" et dans la "dignité" des déplacés au Nigeria lors d'une visite dans le nord-est du pays, où une insurrection terroriste fait rage depuis une décennie.

"La solution est de créer des conditions sûres, des conditions de développement pour qu'ils puissent rentrer chez eux en sécurité et dans la dignité", a insisté M. Guterres lors d'une conférence de presse. M. Guterres, qui a atterri en début d'après-midi à Maiduguri, dans l'Etat du Borno, épicentre de l'insurrection terroriste, a fait cette déclaration après avoir visité un camp de déplacés.

Interrogé par un journaliste sur cette visite, M. Guterres a lancé : "Bien sûr que les conditions dans un camp de déplacés (...) ne sont pas



bonnes. J'ai été haut commissaire pour les réfugiés. Je n'ai jamais vu un camp de réfugiés ou de déplacés

où j'aimerais vivre avec ma famille. "Voilà pourquoi faisons ce que nous devons faire concernant l'aide hu-

manitaire à ces camps" tout en veillant par ailleurs à assurer le développement et la sécurité, a-t-il insisté.

ETHIOPIE

Le CPJ demande la libération de deux journalistes

Le Comité de protection des journalistes (CPJ) a appelé les autorités éthiopiennes à libérer deux journalistes accusés d'"atteinte à la Constitution", chef potentiellement passible de la peine de mort, et à "cesser de cibler les membres de la presse". Dessu Dulla et Bikila Amenu, journalistes de la télévision en ligne Oromia News Network (ONN), ont été arrêtés le 18 novembre 2021, indique le CPJ dans un communiqué mardi, à l'occasion de la Journée internationale de la Liberté de la presse. ONN est considérée comme proche

du Front de libération Oromo (OLF), parti d'opposition ayant renoncé à la lutte armée depuis le retour d'exil de ses dirigeants après l'arrivée au pouvoir en 2018 de l'actuel Premier ministre Abiy Ahmed, premier Oromo (la communauté la plus nombreuse du pays) à ce poste.

"Après des mois de détention arbitraire, les poursuites pour subversion engagées contre les journalistes éthiopiens Dessu Dulla et Bikila Amenu, potentiellement passibles de la peine de mort, sont scandaleuses", déclare

la coordinatrice du programme Afrique du CPJ, Angela Quintal, dans un communiqué. Selon le CPJ, les deux journalistes devaient comparaître ce mardi 3 mai, après de multiples reports d'audience. Par ailleurs, dans un communiqué publié mardi, Daniel Bekele, chef de la Commission éthiopienne des droits de l'Homme (un organisme public indépendant), s'est dit inquiet de l'arrestation, dimanche, par des policiers en civil, "du journaliste Gobeze Sisay, dont la localisation est inconnue depuis".

AFRIQUE DU SUD

Le président Ramaphosa s'engage à améliorer les conditions des classes moyennes

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa s'est engagé mardi à améliorer les conditions des classes moyennes et pauvres, en assurant avoir "entendu" les griefs des travailleurs.

Exigeant une augmentation des salaires au stade Royal Bafokeng de Rustenberg (nord), des mineurs ont envahi dimanche la scène sur laquelle il devait s'exprimer.

Encadré de la police et de son service de sécurité, M. Ramaphosa a été conduit hors de l'arène. "Je n'ai pas pu m'adresser au rassemblement car les travailleurs avaient des griefs qu'ils ont exprimés haut et fort", a déclaré le chef d'Etat dans sa



lettre hebdomadaire. "Si le principal grief semblait concerner les négociations salariales dans les mines voisines, les travailleurs ont démontré un niveau plus large de mécontentement

reflétant un affaiblissement de la confiance", poursuit-il, affirmant comprendre "leur frustration". L'Afrique du Sud est la première puissance industrielle du continent mais son économie a

été durement frappée par la crise du Covid. La pandémie a entraîné la perte de plus de deux millions d'emplois en l'espace d'un an et propulsé le taux de chômage à 35%. De violentes émeutes en juillet et des inondations sans précédent fin avril ont également secoué le pays, causant de vastes destructions. La moitié de la population de près de 60 millions vit sous le seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale. "La classe ouvrière et les pauvres sont ceux qui ont le plus souffert", estime M. Ramaphosa. "Nous sommes fermement engagés à prendre les mesures nécessaires pour améliorer leur vie et leurs conditions de travail",

Ouverture du plus grand salon du tourisme africain à Durban

Africa's Travel Indaba, le plus important salon professionnel du tourisme du continent, s'est ouvert lundi à Durban en Afrique du Sud.

Malgré le recul causé par la COVID-19, le tourisme a fait preuve de résilience et est déjà en train de rebondir, a déclaré le vice-ministre sud-africain du Tourisme Fish Mahlalela.

Africa's Travel Indaba est un salon professionnel qui réunit tous les produits et toutes les offres du tourisme de loisirs africain sous un même toit, a-t-il affirmé.

"Je suis convaincu qu'ensemble, nous pouvons faire prospérer le tourisme", a-t-il déclaré.

Ce salon est l'un des plus grands événements de marketing touristique

du calendrier africain, et l'un des trois événements incontournables du genre sur le calendrier mondial. C'est le salon qui présente la plus grande variété de produits touristiques africains de qualité, et il attire un grand nombre d'acheteurs internationaux et de représentants de la presse du monde entier.

Le PDG par intérim de l'agence South African Tourism, Themba Khumalo, a déclaré que plus de 19.000 réunions sont prévues dans le cadre du salon afin de mettre en relation les "bons acheteurs" et les "bons exposants".

"Ce programme est rempli d'occasions de bénéfices inestimables pour tous les délégués. Cela va des discussions d'affaires axées sur une pléthore

de sujets liés au tourisme, qui visent à faire progresser le secteur, à des sessions de marketing rapide visant à présenter un large éventail de petites entreprises venues de toute l'Afrique du Sud. Le programme offre également de nombreuses opportunités de réseautage", a indiqué M. Khumalo.

Le PDG par intérim de l'agence Tourism KwaZulu-Natal, Phindile Makwakwa, a quant à lui déclaré que l'événement contribuerait à la reprise du tourisme et stimulerait l'économie.

Africa's Travel Indaba, qui durera jusqu'à jeudi, devrait attirer environ 3.700 représentants, selon Mxolisi Kaunda, maire de la municipalité métropolitaine de Thekwini, où est située Durban.

SOMALIE

Attaque contre une base : 10 soldats burundais tués

Dix soldats burundais ont été tués dans l'attaque menée mardi par des terroristes Shebab contre une base burundaise de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) dans la région du Moyen Shebele, au sud-ouest de Mogadiscio, a annoncé mercredi l'armée burundaise dans un nouveau bilan.

Après cette attaque qui a visé une base tenue par des soldats du Burundi à 160 kilomètres de la capitale Mogadiscio, "le contingent burundais déplore dix militaires tués, cinq portés disparus et 25 blessés", a déclaré l'état-major dans un communiqué publié sur Twitter.

Ni les autorités somaliennes, ni l'UA n'ont évoqué de bilan dans leurs communiqués publiés mardi condamnant cette attaque contre l'ATMIS.

Deux sources militaires burundaises ont toutefois fait état mercredi à l'AFP d'un bilan plus lourd de 45 soldats tués ou manquant à l'appel.

"Pour le moment, le bilan provisoire est de 45 soldats tués ou portés disparus (...).

Il y a également 25 soldats qui ont été blessés, dont deux grièvement", a déclaré à l'agence de presse, une de ces sources, sous couvert d'anonymat.

Le président burundais Evariste Ndayishimiye a déclaré mercredi sur Twitter qu'"il n'y a pas de mots assez forts pour condamner l'attaque terroriste contre le contingent burundais de l'Atmisi", sans mentionner un nombre de morts.

Le Président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a condamné l'attaque, et a rendu hommage "aux Casques bleus burundais qui ont perdu la vie en aidant à ramener la paix et la stabilité en Somalie".

Il a, en outre, lancé un appel à la communauté internationale pour "accroître son soutien aux services de sécurité somaliens et à la mission ATMIS" et "relever les défis sécuritaires" en Somalie.

Mardi matin, le groupe terroriste Shebab a attaqué un camp burundais de la mission de l'UA en Somalie, faisant "plusieurs morts", selon un précédent bilan.

Avec près de 5.000 hommes, le Burundi est le deuxième pays contributeur aux troupes de l'ATMIS, dont les effectifs représentent près de 20.000 militaires, policiers et civils, issus de pays africains.

L'ATMIS a formellement remplacé la force de maintien de la paix africaine en Somalie (Amisom) avec un mandat prolongé fin mars dernier par le Conseil de sécurité des Nations unies, jusqu'à fin 2024 pour stabiliser le pays face à l'insurrection Shebab.

L'UA condamne l'attaque terroriste contre des soldats burundais

Le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a condamné l'attaque perpétrée mardi par des terroristes Shebab contre une base burundaise de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) dans la région du Moyen Shebele, au sud-ouest de Mogadiscio, a indiqué un communiqué diffusé mardi soir.

Moussa Faki Mahamat a rendu hommage "aux Casques bleus burundais qui ont perdu la vie en aidant à ramener la paix et la stabilité en Somalie".

Le Président de la Commission de l'UA, en outre, lancé un appel à la communauté internationale pour "accroître son soutien aux services de sécurité somaliens et à la mission ATMIS" et "relever les défis sécuritaires" en Somalie.

Mardi matin, le groupe terroriste Shebab a attaqué un camp burundais de la mission de l'Union africaine en Somalie, faisant "plusieurs morts", selon plusieurs médias.

Des autorités locales ont déclaré à Radio Mogadiscio que "deux fortes explosions ont frappé la base ATMIS tenue par les troupes burundaises, suivies d'un échange de coups de feu entre les troupes et les militants".

Le Président de la Commission de l'UA s'est également adressé par téléphone au chef de l'Etat burundais, Evariste Ndayishimiye, pour lui adresser ses condoléances.

Avec près de 5000 hommes, le Burundi est le deuxième pays contributeur aux troupes de l'ATMIS, dont les effectifs représentent près de 20 000 militaires, policiers et civils, issus de pays africains.

L'ATMIS a formellement remplacé la force de maintien de la paix africaine en Somalie (Amisom) avec un mandat prolongé fin mars dernier par le Conseil de sécurité des Nations Unies, jusqu'à fin 2024 pour stabiliser le pays face à l'insurrection Shebab.

PALESTINE

Quinze journalistes palestiniens détenus dans des prisons de l'occupant

Quinze journalistes palestiniens sont détenus actuellement dans des prisons de l'occupation sioniste, a dénoncé le Club du prisonnier et ex-prisonniers palestiniens, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée mardi.

Le Club du prisonnier a renouvelé son appel aux institutions internationales des droits de l'Homme "pour intervenir sérieusement", afin de mettre fin aux violations continues de l'occupation contre les journalistes, y compris les arrestations systématiques, et pour garantir leur droit à exercer la liberté d'opinion et d'expression.

Dans son rapport mensuel, l'agence palestinienne de presse, Wafa, a fait état de 27 violations sionistes contre les journalistes palestiniens, uniquement au mois d'avril dernier.

Outre la campagne d'arrestations et d'agressions à leur encontre, les journalistes palestiniens subissent des conditions de détention difficiles, à l'instar de tous les prisonniers palestiniens qui se trouvent actuellement dans les geôles sionistes.

Selon le document de Wafa, les forces d'occupation visent, par l'arresta-



tion des journalistes palestiniens, la restriction de la liberté d'opinion et d'expression depuis des décennies, via des politiques abusives, que ce soit par le harcèlement, les menaces ou les arrestations.

Plus de 150 agressions sionistes contre les journalistes et équipes de presse

ont été enregistrées dans les territoires palestiniens occupés, tuant un journaliste et blessant 40 autres par balles réelles.

S'ajoutent les 20 cas d'éloignement des journalistes et l'interdiction d'imprimer deux quotidiens palestiniens en Cisjordanie occupée.

A cet effet, le Syndicat des journalistes palestiniens, la Fédération internationale des journalistes et le Centre international pour la justice pour les Palestiniens ont porté plainte devant la Cour pénale internationale contre le ciblage sioniste des journalistes palestiniens.

SYRIE

Réfugiés: la Turquie prépare "le retour d'un million" de Syriens (Erdogan)

La Turquie, qui accueille plus de 3,6 millions de réfugiés syriens sur son sol, "prépare le retour d'un million" d'entre eux sur la base du volontariat, a annoncé mardi le président Recep Tayyip Erdogan.

Le chef de l'Etat turc, cité par les médias officiels, s'exprimait dans un message vidéo projeté devant plusieurs centaines de Syriens lors de la cérémonie de remise des clés de milliers de maisonnettes destinées à des réfugiés de retour dans le nord-ouest de la Syrie.

Depuis 2016 et le début des opérations militaires turques en Syrie, en-

viron 500.000 Syriens sont retournés dans ces "zones de sécurité" créées par Ankara le long de sa frontière, selon le président Erdogan.

"Les maisons en parpaings ont été une étape. Nous sommes maintenant en train de préparer un nouveau projet qui permettra le retour volontaire d'un million de frères et sœurs syriens accueillis dans notre pays", avec l'aide d'ONG et d'organisations internationales, a déclaré le président turc.

"Ce projet, que nous réaliserons avec les conseils locaux de treize régions différentes, principalement Azaz, Jarablus, Al-Bab, Tal Abya et

Ras al-Ain, est assez complet", a-t-il développé en citant les équipements nécessaires à la vie quotidienne, "du logement à l'école et à l'hôpital", ainsi qu'à l'agriculture et l'industrie.

Le ministre turc de l'Intérieur Süleyman Soylu avait fait le déplacement jusqu'au camp de Kammouneh, dans la région de Sarmada, pour l'inauguration de ce projet financé par Ankara pour les déplacés syriens.

La Turquie accueille sur son sol près de cinq millions de réfugiés, principalement syriens et afghans, aux termes d'un accord passé avec l'Union européenne (UE) en 2016.

UNION EUROPÉENNE

Rome favorable à l'intégration de l'Albanie et la Macédoine du Nord

Le Premier ministre italien Mario Draghi a réclamé mardi l'ouverture "immédiate" des négociations formelles pour intégrer la Macédoine du Nord et l'Albanie dans l'Union européenne (UE), ainsi que l'"accélération" des pourparlers en cours avec la Serbie et le Monténégro. "L'Italie soutient l'ouverture immédiate de négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord, conformément à la décision prise par le Conseil européen en

mars 2020", a indiqué M. Draghi, lors d'un discours au Parlement européen à Strasbourg. Les gouvernements de la Macédoine du Nord et de l'Albanie espèrent l'ouverture des négociations d'adhésion en juin ou en juillet.

En 2020, les Vingt-Sept avaient approuvé l'ouverture des négociations pour intégrer la Macédoine du Nord et, sous conditions, l'Albanie. L'Allemagne et les Pays-Bas avaient en effet imposé à Tirana d'exi-

gerantes réformes à accomplir avant l'ouverture formelle des pourparlers, notamment des réformes électorale, judiciaire et de lutte contre la corruption et la criminalité organisée.

Concernant la Macédoine du Nord, le blocage sur la voie européenne vient de la Bulgarie à cause de contentieux liés à la langue et à l'histoire. Toutefois, le Premier ministre bulgare, Kiril Petkov, a déclaré fin mars que des "progrès" avaient été réalisés dans les

discussions en cours depuis janvier. "Nous voulons donner un nouvel élan aux négociations avec la Serbie et le Monténégro, et accorder la plus grande attention aux aspirations légitimes de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo", a également déclaré mardi Mario Draghi.

"En prenant des décisions urgentes et sages, (le Monténégro) peut devenir bientôt un pays membre de l'UE", a affirmé le nouveau Premier ministre monténégrin, Dritan Abazovic.

GRANDE-BRETAGNE

Boris Johnson promet de faire "tout son possible" contre la flambée du coût de la vie

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a promis mardi de faire "tout son possible" contre la flambée du coût de la vie, enjeu majeur d'élections locales cette semaine. Interviewé sur la chaîne ITV, le dirigeant conservateur a assuré que son gouvernement

faisait "tout son possible" et "plein de choses en plus" pour aider les ménages à faire face à la hausse du coût de la vie, avec une enveloppe d'aides de 9 milliards de livres (10,7 milliards d'euros). Il a toutefois concédé que "ces contributions du contribuable (...) ne

suffiront pas immédiatement à couvrir les coûts pour tout le monde".

Jeudi, les Britanniques se rendent aux urnes pour des élections locales en Angleterre, en Ecosse et au Pays de Galles, qui auront valeur de test pour le gouvernement conservateur.

AFGHANISTAN

Les talibans réduisent l'accès des femmes à permis de conduire

Des responsables talibans de Herat (nord-ouest de l'Afghanistan) ont demandé aux moniteurs d'écoles de conduite de ne plus délivrer de permis aux femmes, ont indiqué des professionnels du secteur.

"Nous avons verbalement reçu l'instruction de ne plus délivrer de permis de conduire aux femmes... mais nous n'avons pas reçu l'instruction d'empêcher les femmes de conduire dans la ville", a déclaré Jan Agha Achakzai, directeur de l'Institut de gestion du trafic de Herat, qui supervise les auto-écoles.

Naim al-Haq Haqqani, qui dirige le département provincial de l'information et de la culture, a déclaré qu'aucun ordre officiel n'avait été donné.

Les talibans se sont largement abstenus de publier des décrets nationaux écrits, laissant plutôt les autorités locales publier leurs propres édits, parfois verbalement.

Adila Adeel, une monitrice d'auto-école de 29 ans qui possède un institut de formation, a déclaré que les talibans veulent s'assurer que la prochaine génération n'aura pas les mêmes opportunités que leurs mères.

"On nous a dit de ne pas proposer de leçons de conduite et de ne pas délivrer de permis", a-t-elle déclaré.

Les insurgés, devenus dirigeants, ont repris le contrôle du pays en août dernier, promettant un régime plus souple que lors de leur dernier passage au pouvoir entre 1996 et 2001, marqué par des violations des droits de l'homme.

Mais ils ont de plus en plus restreint les droits des Afghans, en particulier ceux des Afghanes, empêchées de retourner à l'école et d'occuper de nombreux emplois publics.

OTAN

Le général américain Christopher Cavoli nouveau chef militaire de l'OTAN

Le général de l'armée américaine Christopher Cavoli a été nommé Commandant suprême des forces alliées en Europe, a annoncé mardi l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Sa nomination a été approuvée par le Conseil de l'Atlantique Nord et il succédera au général Tod D.

Walters lors d'une cérémonie de passation de commandement prévue cet été au Grand Quartier général des puissances alliées en Europe, le SHAPE, près de Mons (Belgique), a précisé l'OTAN.

Fils d'un officier italo-américain, Christophe Cavoli est né en pleine guerre froide à Würzburg, en Allemagne de l'Ouest, et a grandi dans des bases militaires au fil des affectations paternelles. Il est en service depuis 1987 et commande depuis 2020 les forces américaines en Europe et en Afrique, dont le Quartier général est à Wiesbaden, en Allemagne. Il a également commandé l'armée américaine en Europe de janvier 2018 à octobre 2020, avant de prendre le commandement combiné Europe-Afrique.

RUSSIE

L'UE prépare un embargo pétrolier avec des dérogations

Un projet d'embargo sur le pétrole et les produits pétroliers achetés à la Russie a été soumis dans la nuit de mardi à mercredi aux pays membres de l'UE, mais la mesure suscite encore des réserves, ont indiqué plusieurs responsables et diplomates européens. La Commission européenne a finalisé mardi sa proposition pour un sixième paquet de sanctions contre Moscou pour tarir le financement de son effort de guerre contre l'Ukraine.

Elle prévoit un arrêt progressif des achats européens sur une période de six à huit mois, jusqu'à fin 2022, avec une exemption pour la Hongrie et la Slovaquie. Ces deux pays, enclavés et totalement dépendants des livraisons par l'oléoduc Droujba, pourront continuer leurs achats à la Russie en 2023, a précisé un responsable européen. "L'ensemble du processus de remplacement prendra plusieurs années, je vais donc insister sur cette exemption", a déclaré lundi le ministre slovaque de l'Economie, Richard Sulik, au quotidien TASR.

Cette dérogation pose problème, car la Bulgarie et la République tchèque veulent également en bénéficier, ont expliqué des diplomates informés des discussions menées par la Commission.

THÉÂTRE

Près de 6.000 spectateurs au théâtre régional d'Oran durant les soirées ramadhanesques

Le Théâtre régional d'Oran(TRO) "Abdelkader Alloula" a accueilli près de 6.000 spectateurs qui ont assisté aux représentations théâtrales et partagé les galas artistiques organisées dans le cadre de l'animation des soirées ramadhanesques, a-t-on appris mardi de cet établissement culturel.

Près de 6.000 spectateurs ont suivi plusieurs spectacles programmés dans le cadre de l'animation culturelle durant le mois de ramadhan, à raison de 300 spectateurs par soirée musicale et 250 à 450 par soirée théâtrale, a indiqué, à l'APS, le directeur du TRO, Mourad Senouci.

La catégorie des jeunes de différents quartiers de la ville d'Oran, représente la majorité du public, ce qui constitue un nouvel "acquis" pour cet établissement théâtral, a fait savoir M.

Senouci, qui a souligné un engouement des familles pour les nouveautés présentées des troupes théâtrales et musicales qui ont créé une ambiance culturelle remarquable durant les soirées ramadhanesques.

Au programme de ces soirées ramadhanesques, figuraient 10 pièces avec la présence de 10 asso-

ciations théâtrales locales et en provenance de la région de Bordj Menaïl (Boumerdes) et d'Alger, de même que 8 troupes musicales interprétant différents genres artistiques (Andalou, Wahrani et Sahraoui) qui ont égayé ces soirées animées par des figures artistiques connues, ainsi que plusieurs troupes musicales dont une venue de Montpellier (France).

A l'occasion de la célébration du mois du patrimoine, le hall du théâtre régional a abrité une exposition-vente de tableaux réalisés par un groupe d'enfants trisomiques et une autre d'habit traditionnelle montrant l'élégance algérienne, ainsi qu'une "Gaada" oranaise animée par la troupe musicale des Meddahate, qui a séduit le public.

Dans le cadre de la solidarité avec les franges vulnérables de la société, l'établissement théâtral a

participé à deux opérations: la première initiée par l'association "Kitar El Fan" (Train de l'art) d'Oran qui a consacré les entrées d'argent de la pièce théâtrale "El Khich wal Khyacha" à l'achat d'habits de l'Aid au profit d'enfants orphelins, dans le cadre d'une action de bienfaisance, et la deuxième, un don de rentrées d'argent d'une formation "Master Class" sur le thème "comment écrire une histoire", au profit d'enfants pensionnaires du centre de l'enfance assistée du quartier Es-salem.

Pour sa part, l'artiste Leila Borsali s'est désistée de ses droits matérialisés par des recettes d'argent au profit du centre des ressources théâtrales "Abdelkader Alloula" créé en mars dernier au niveau de cet établissement, en tant que contribution de sa part et de la troupe musicale dont elle fait partie, pour la sauvegarde du théâtre algérien.



PATRIMOINE

"Mers Eddadjadj" de Zemmouri (Boumerdes) : un site archéologique unique

Le site archéologique "Mers Eddadjadj" (portaux-poutles), à une quinzaine de km à l'est du siège de wilaya de Boumerdes et à un jet de pierre du littoral de Zemmouri El Bahri, au nord, constitue l'un des plus prodigieux sites historiques découverts his à l'échelle locale, de par ses vestiges uniques témoins des différentes civilisations qui s'y sont succédés.

Les premiers vestiges de ce site, sis en plein centre ville de Zemmouri El-Bahri, ont été mis au jour en 1985, avant l'annonce officielle de sa découverte en 2006, puis son inscription, un an plus tard, à l'inventaire supplémentaire de la wilaya, grâce à une collaboration avec l'association culturelle et artistique "Souagui".

Ce site renferme, à ce jour, d'innombrables vestiges témoins de civilisations multiples, à commencer par la préhistoire, représentés par les pierres taillées remontant à l'âge de pierre, jusqu'à la période berbère, puis les ères punique, romaine et islamique.

Il a été, aussi, cité dans les écrits de nombreux voyageurs et érudits réputés, dont "Kitab El Ibar" (Livre des exemples) d'Ibn Khaldoun, et "Histoire générale d'Algérie" d'Abderrahmane El Djilali.

Selon un archéologue de la région, Rabah Belabbes, ce site renfermerait les vestiges d'un village, unique du genre, remontant à l'ère islamique et s'étendant sur une superficie de sept (7) hectares.

Formé de couches souterraines archéologiques relevant de différentes époques historiques, vers le IVe et VIe siècle de l'hégire (entre le 10e et 12e siècle de l'ère chrétienne), le site "Mers Eddadjadj" a bénéficié entre 2017 et 2019, de travaux de prospection archéologique effectués par des étudiants de l'institut d'archéologie de l'université d'Alger 2, avec la participation d'enseignants et de cher-

cheurs de différentes spécialités.

Cette opération avait été précédée par un sondage archéologique effectué en mars 2007, ayant donné lieu à d'importantes découvertes à l'origine du classement du site au patrimoine culturel national en 2016.

Selon les opérations de prospection réalisées en son sein et autres sources et références historiques, le site renferme la ville historique de Mers Eddadjadj, remontant à l'époque islamique.

Dans l'antiquité, celle-ci était dénommée "Rusubikari", une importante ville de la Maurétanie césarienne, construite sur les ruines d'un comptoir de négoce de l'époque des carthaginois, au VIe siècle avant J.C.

En 1225, ce pôle économique d'importance fut l'objet d'une attaque militaire de la part de Yahia Ben Abi Ghania El Miourki, qui avait conduit une importante révolte contre les Almohades, en détruisant leurs villes et forts, dont cette cité, qui fut dès lors ensevelie sous le sable pour des siècles, avant sa mise au jour en 2006.

Vers la protection et valorisation du site

Considérant la valeur historique, notamment au plan touristique, et l'importance culturelle et archéologique de ce site, un grand espoir est fondé par les habitants de la commune côtière de Zemmouri, à travers les associations de la société civile dédiées au patrimoine, sur le début de mise en œuvre de son plan de protection et valorisation.

Un espoir partagé par M. Belabbes Rabah, président de l'association "Souagui", qui s'est félicité, dans une déclaration à l'APS, à l'occasion du mois du patrimoine, de l'entame de la mise en œuvre du plan technique de protection et valorisation du site, qui ouvrira la voie à d'autres découvertes.

espère-t-il, appelant à la nécessité de garantir les fonds nécessaires pour la protection des vestiges déjà mis à jour.

Il a aussi lancé un appel en direction des associations locales du domaine, des autorités et des organismes culturels, en vue de la "poursuite des efforts" pour la mise au jour des autres trésors archéologiques renfermés par ce site, selon les conclusions des missions de prospection réalisées à son niveau.

"Il est impératif d'œuvrer à la transformation de ce site, à l'avenir, en un musée à ciel ouvert, qui sera doté d'équipements, de nature à le promouvoir en une destination touristique", a, par ailleurs, recommandé M. Belabbes. A noter, l'entrée en mise en œuvre, depuis mars dernier, du plan technique de protection et valorisation du site archéologique

"Mers Eddadjadj", et des zones protégées de Zemmouri El Bahri, suite à l'adoption de sa mouture finale par l'Assemblée populaire de la wilaya (APW). Selon l'exposé de ce plan présenté devant l'APW, ce site archéologique a bénéficié d'une opération de clôture, qui est toujours en cours, pour le protéger de la dégradation et du pillage. Ce plan se répartit en trois étapes.

La première est relative à un diagnostic et à la prise de mesures d'urgence pour le site, tandis que la 2ème phase prévoit la réalisation des relevés topographiques et archéologiques du site, avec l'élaboration d'un plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) et d'un plan d'occupation du sol (POS).

La 3ème phase porte sur l'élaboration de la version définitive de ce plan.

Séminaire national sur le patrimoine culturel annabi les 11 et 12 mai

Un séminaire national sur le patrimoine culturel annabi se tiendra les 11 et 12 mai courant dans la ville d'Annaba à l'initiative de l'association Errawnak El-Annabi, a indiqué mardi un communiqué de l'association. La rencontre a pour objectif de mettre en lumière les monuments et sites du patrimoine matériel de la région d'Annaba, les formes d'expression du patrimoine culturel dont les traditions vestimentaires ainsi que les moyens de leur préservation et valorisation dans une perspective globale de développement, selon le communiqué. La rencontre qui regroupera des universitaires de plusieurs institutions de l'enseignement supérieur du

pays abordera la question de classification des monuments et sites archéologiques et les perspectives d'exploitation "économique" de ce patrimoine matériel, est-il indiqué. Le programme de la manifestation comprendra ainsi des conférences, des ateliers et des expositions d'outils, de tenues et de bijoux traditionnels d'Annaba. Organisé avec le concours de l'Assemblée populaire Communale (APC) d'Annaba et la bibliothèque de lecture publique Slimane-Barkat, le séminaire aura lieu sous le slogan "le patrimoine, identité et ressource" à la salle d'honneur du siège de l'APC d'Annaba.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE TAMANRASSET
N.I.F : 0998 1101 90238 19**

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

En Application des Dispositions des articles 65 et 161, du Décret Présidentiel N° 15 / 247 du 16 Septembre 2015 Portant Réglementations des Marchés Publics et des Délégations de Service Public.

La Direction de l'équipements Publics de La Wilaya de Tamanrasset Informe L'ensemble des Soumissionnaires Ayant Participé à L'appel D'offre National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N° 004 / 2022 Pour la Réalisation D'un Etablissement Pénitentiaire de (300 PLACES) a In Salah Lot N° 12 : Fourniture et Pose des Postes Transfos (MT MT), Paru Le 27 Mars 2022 Dans les quotidiens (EL-SIAH) et (DK NEWS) et Le BOMOP , Que Le Marché a Été Attribué Provisoirement à :

ETB	PROJET	N.I.F	NOTE OFFRE TECHNIQUE	MONTANT DE L'OFFRE EN TTC	MONTANT APRES CORRECTION EN TTC	DELAI	REMARQUE
EURL OULHADJ TRAVAUX GENERAL	Lot N° 12 : Fourniture et Pose des Postes Transfos (MT MT)	0017 0108 82986 92	80,00	26 845 210,00 D.A	26 845 210,00 D.A	Délai de Garantie : 24 Mois Délai de Four et Installation : 01 Mois	Moins Disant

Les Soumissionnaires Ayant Participé à L'appel d'offre National Ouvert Peuvent Prendre Connaissance des Résultats Détaillés de L'évaluation de Leurs Offres Techniques Et Financières Au Plus Tard Trois (03) Jours a Compter du Premier Jour de La Publication de L'attribution Provisoire Du Marché et peuvent Introduire Un Recours dans un délai de 10 jours à Compter du Premier Jour de La Publication de L'attribution Provisoire Du Marché , Auprès De La Commissions Des Marchés De la Wilaya , Conformément à L'article 82 du Décret Présidentiel N° 15 / 247 du 16 Septembre 2015 Portant Réglementations des Marchés Publics et des Délégations de Service Public

USA

Des ONG appellent les marques à empêcher Elon Musk de démolir la modération sur Twitter

Le rachat de Twitter par Elon Musk est loin d'être finalisé, mais des ONG appellent déjà les annonceurs à boycotter la plateforme si jamais la modération des contenus y devenait complaisante envers le harcèlement et les discours de haine sous l'influence du milliardaire libertarien.



"Sous le management de Musk, Twitter risque de devenir une fosse de désinformation", ont déclaré 26 organisations dans une lettre ouverte adressée aux annonceurs.

"Votre marque risque d'être associée avec une plateforme qui amplifie la

haine, l'extrémisme, la désinformation sur la santé et les théories du complot (...). Votre budget publicitaire peut financer le caprice de Musk ou le responsabiliser", a ajouté la coalition, emmenée par Media Matters for America, Accountable Tech et UltraViolet -

qui luttent contre la désinformation et le sexisme, notamment. Le conseil d'administration (CA) de Twitter a accepté la semaine dernière l'offre d'Elon Musk de racheter l'entreprise californienne, ainsi valorisée à 44 milliards de dollars.

INTERNET

Rio de Janeiro accueillera le Web Summit à partir de 2023

Rio de Janeiro deviendra en mai 2023 la première ville non européenne à recevoir le Web Summit, l'un des principaux rendez-vous mondiaux de l'économie numérique et des nouvelles technologies, ont annoncé mardi les organisateurs, louant le dynamisme du Brésil dans ce secteur.

"Nous sommes enchantés à l'idée d'organiser cette nouvelle édition dans une des villes les plus iconiques au monde" a déclaré l'Irlandais Paddy Cosgrave, PDG du Web Summit, lors d'une visioconférence avec le maire de Rio, Eduardo Paes.

"Les investisseurs internationaux ont le regard tourné vers l'Amérique latine, et le Brésil en particulier, attirés par des startups en plein boom", a ajouté le patron de cet

événement qui devrait attirer environ 10.000 participants du 1er au 4 mai 2023. Conférence annuelle surnommée le "Davos des geeks", le Web Summit, créé en 2009, a vu ses premières éditions se dérouler à Dublin, puis à Lisbonne, à partir de 2016. Les organisateurs ont précisé que cette nouvelle édition brésilienne ne remplacerait en aucun cas celle de Lisbonne, maintenue "au moins jusqu'en 2028". Le Web Summit, qui a déjà reçu comme conférenciers des magnats du secteur comme Elon Musk ou des célébrités comme Bono, le chanteur de U2, aura donc lieu désormais deux fois par an, avec un contrat de trois ans renouvelable pour Rio, que le maire de la ville espère voir prolonger "pour dix ou vingt ans".

AEROSPATIALE

La capsule spatiale de Boeing retentera d'atteindre la Station internationale

La capsule spatiale de Boeing, Starliner, doit retenter à la mi-mai d'atteindre la Station spatiale internationale, ont confirmé mardi la Nasa et l'entreprise, qui a accumulé les déboires dans ce programme concurrent de SpaceX.

Ce test crucial, sans passagers à bord, doit permettre à la Nasa de disposer d'un deuxième moyen de transport pour emmener ses astronautes dans la Station spatiale (ISS).

Le décollage, depuis la Floride, est désormais prévu pour le 19 mai.

En cas d'empêchement ce jour-là (par exemple à cause de la météo), une possibilité de lancement existe le lendemain.

Ce vol d'essai avait déjà été tenté en 2019, mais avait alors frôlé la catastrophe à cause d'un problème de logiciel.

La capsule avait dû revenir sur Terre prématurément, sans atteindre l'ISS.

Le test devait ensuite être retenté en août 2021, mais il avait alors dû être annulé au tout dernier moment à cause d'un problème de valves restant fermées lors des ultimes vérifications sur l'aire de lancement.

Boeing a déterminé que ce dysfonctionnement avait été causé par un problème d'humidité qui, en interagissant avec de l'oxydant présent dans le système, avait formé de l'acide nitrique ayant contribué à bloquer

les valves. "Ces huit mois ont été difficiles", a concédé lors d'une conférence de presse mardi Steve Stich, en charge du programme commercial habité de la Nasa.

"Nous avons résolu le problème (...) et nous nous dirigeons vers le décollage", s'est-il toutefois félicité.

Ce vol d'essai doit prouver que la capsule est sûre.

Boeing vise ensuite toujours la fin de l'année 2022 pour procéder à un ultime test, en emmenant cette fois un équipage à bord, a déclaré mardi Mark Nappi, de Boeing.

SpaceX a pour sa part déjà emmené plus de vingt personnes dans l'ISS grâce à sa propre capsule, Dragon.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE
DE CHERAGA
COMMUNE D'OULED FAYET

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°05/2022

Le Président de l'APC d'Ouled Fayet lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour les opérations suivantes : réalisation de 06 classes, bloc administratif et un logement de fonction école Moulahoum.

Commune d'Ouled Fayet

Les entreprises, qualifiées intéressées sont invitées à retirer le cahier des charges auprès du service technique de l'APC d'Ouled Fayet contre un paiement de 5 000,00 DA.

Les copies des documents à fournir doivent être en cours de validité.

ELIGIBILITE DES CANDIDATS : Il est adressé aux entreprises Qui répondent aux conditions suivantes :

1-Capacité professionnelle :

- Etre Qualifié en bâtiment activité principale catégorie IV et plus.
- Ayan une moyenne du montant du chiffre d'affaire réalisé pendant les trois dernières années (2019, 2020 et 2021) supérieur à 40 000 000,00DA.) Visés par les services des impôts

2-Capacité technique :

Moyen humains : ayant un ingénieur en génie civil justifié par les diplômes et les attestations d'affiliation CNAS en cours de validité

Moyen matériels : ayant au moins un camion supérieur ou égale à 10 tonnes. Par une copie de carte grise, police d'assurance encours de validité

Référence professionnelle : ayant réalisé au moins un projet portant sur travaux de bâtiment en TCE. Date moins de 2 années justifié leurs références avec des attestations de bonne exécution visés par le maître de l'ouvrage public.

-NB l'offre qui ne répond pas aux exigences cités ci-dessus l'offre sera éliminé par la commission d'ouverture et d'analyse des offres

-Les pièces fournies à l'article d'éligibilité ne seront pas pris en considération dans le système de notation pour le choix de l'entreprise

CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION :

1-Le dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) datée et signée par le soumissionnaire ;
- La déclaration de probité (selon modèle ci-joint) datée et signée par le soumissionnaire ;
- Les statuts pour les sociétés : Statut de l'entreprise ;
- Le protocole d'accord de constitution du groupement, en cas de soumission dans cette forme, indiquant le mandataire ainsi que la responsabilité solidaire et conjointe des entreprises avec la part que détiennent chaque membre du groupement (en pourcentage).
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.

a)Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classifications professionnelles (Catégorie IV et plus activité principale bâtiment)

b)Capacités financières : ayant une moyenne des chiffres d'affaires des trois dernières années (2019-2020-2021) et les références bancaires. Justifié par les bilans des années (2019-2020-2021)

c)Capacités techniques :

-Moyens humains : Liste des moyens humains à mettre dans le cadre du présent projet (avec justifications de diplômes et déclaration nominative CNAS en cours de validité).

-Matériels : Liste des moyens matériels à mettre dans le cadre du présent projet justifié par copies de cartes grises, contrat d'assurances en cours de validité factures d'achat, (PV de l'huissier de justice, PV commissaire-priseur) de l'année en cours

-Références professionnelles : Attestations de bonne exécution des travaux réalisés visés par le maître de l'ouvrage public.

2-L'offre technique contient :

- une déclaration à sousscrire ;
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

• mémoire technique :

- Liste des moyens humains à mettre dans le cadre du présent projet (avec justifications diplômes et déclaration nominative CNAS en cours de validité)
- Liste des moyens matériels à mettre dans le cadre du présent projet (avec copies de cartes grises, police assurances et factures d'achat PV commissaire-priseur PV d'huissier de l'année en cours.
- Délai et planning d'exécution des travaux

NB : Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention **manuscrite « lu et accepté »**.

3-L'offre financière contient :

- la lettre de soumission : (selon modèle ci-joint) datée et signée par le soumissionnaire ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
- la décomposition du prix global

Les offres seront adressées à M. le président de l'APC d'Ouled Fayet et devront être déposées par le soumissionnaire ou son représentant à l'adresse suivante : RUE DES JARDINS, OULED FAYET

Les offres sont inscrites sous double pli, l'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que la mention :

« A NOUVEAU RUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 05/2022

Réalisation de 06 classes, bloc administratif et un logement de fonction école Moulahoum. Commune d'Ouled Fayet

- La durée de préparation des offres à dix (10) jours à partir de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les organes publicitaires, qui fixe la durée de la validité des offres à trois (03) mois augmentée de dix (10) jours.

- Le pli des offres doit être déposé au niveau du service contractant au bureau des marchés, siège de la commune d'Ouled Fayet et ce le dernier jour de la durée de préparation des offres de 08h00 à 12h00 limite ; si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis (des dossiers de candidatures, des offres technique et financière pendant la même séance), se déroulera le même jour de dépôt à 13h00, en présence de l'ensemble des soumissionnaires invités à participer à cette séance.

Programme de la soirée

TF1 20:05

france 2 20:05

france 3 20:00

CANAL+ 20:00

6 20:05

Une mère parfaite



Vincent a survécu à sa violente chute, souffrant de quelques blessures sans gravité. Des examens et témoignages confirment qu'Anyà a bien été violée et qu'un homme s'est introduit dans l'appartement où elle était en passant par les toits de l'immeuble voisin, mais qu'elle a tout de même encore menti sur une partie de son récit. Sa garde à vue arrivant à son terme, elle sera placée en liberté sous contrôle judiciaire. Pendant ce temps, à Berlin, Matthias doit abandonner son poste en pleine opération, ne parvenant plus à exercer seinement.

Envoyé spécial



« Travailler après 62 ans : à quel prix ? » : reportage auprès des seniors qui, par choix ou par contrainte, travaillent encore après la soixantaine. Certaines entreprises s'adaptent même pour permettre aux salariés les plus âgés de travailler dans de meilleures conditions • « Oligarques : les parias de l'Europe » : de Tarragone à Londres en passant par la Côte d'Azur, enquête sur les avoirs des oligarques russes devenus les parias de l'Europe • « L'ange gardien des girafes » : en Afrique, le combat d'un homme contre la sécheresse et le braconnage menaçant les girafes d'extinction.

Bon rétablissement !



Victime d'un accident, Pierre se réveille à l'hôpital, une jambe dans le plâtre et le crâne bandé. Alors que Maxime, inspecteur de police, essaye de trouver ce qu'il lui est arrivé, Pierre, écorché vif, impatient et grognon, doit accepter que son rétablissement prendra du temps. Coincé dans son lit, Pierre reçoit des visites et fait connaissance avec le personnel hospitalier. Peu à peu, il reprend goût à la vie.

Halo



Après avoir été capturée enfant sur la planète minière Oban, Makee est au service des Covenants. Elle est chargée de retrouver l'artefact sur Madrigal. L'amiral Parangosky demande au docteur Miranda Keyes de diriger une équipe de scientifiques afin de découvrir les pouvoirs de l'artefact afin d'en connaître l'origine et le pouvoir qu'il renferme. Pendant ce temps, le docteur Halsey effectue sur le Major 117 une expérience secrète.

Cauchemar en cuisine



Philippe Etchebest intervient dans un restaurant en grande difficulté à Châtel-Guyon, dans le Puy-de-Dôme. Il y a seulement quelques mois, Damien y a repris, avec Élodie sa femme, une institution locale. Mais ce qui était un rêve pour ce passionné de cuisine qui souhaitait offrir une meilleure vie à son épouse et leur fille de deux ans s'est transformé en cauchemar. Car, après un bon démarrage, le chiffre d'affaires a commencé à baisser et depuis, c'est la chute. Une situation qui est d'autant plus catastrophique qu'un redressement judiciaire est en cours.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2531

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

5			3	4	7												
8		9			5												
		1	8	2													
	5																
2	6			7		6 5											
							5		6								
9 7 4		1 3					9		1 6 9			2 1					
4 6							8			5							9

7 6		4				5								5 9 3			
			1 3 4				6			8 4							1
3 1							2		3					2			4
	2									5 4 3							9
		4				6 9					1 8						
6	9		5								1			9			6
							3 8										4 6
9 7				5		4				7				6 8 1			3
			1 4	5													



«La perfection des moyens et la confusion des buts semblent caractériser notre époque»

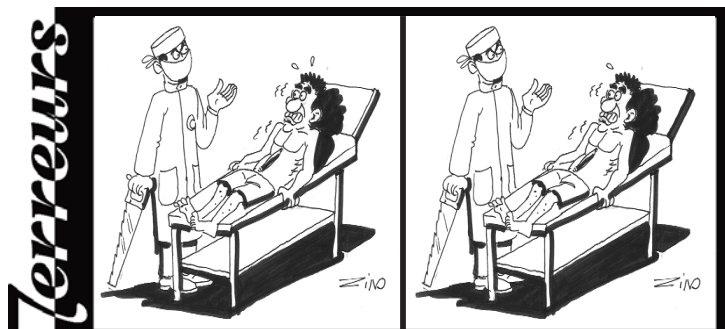
Albert Einsetein

Mots croisés n°2531

- 1 - Il étale tous vos problèmes de coeur
- 2 - La religion pour le peuple, d'après Marx - Enchantées
- 3 - Belle région d'Italie - Beaux en peinture
- 4 - Miroir de Nagoya - Chantera très vulgairement
- 5 - Inaptes à toute génération - Transport très parisien
- 6 - Endommagé par le feu - Producteur de chlorure de sodium
- 7 - Elle fut forcée de pratiquer l'amour en vache - Nippe - Sigle de société - Tantale
- 8 - Elles sont considérées comme des globes - Bien distingué
- 9 - Précipita - Ministre
- 10 - Meuble à sept tiroirs - Ils vont avec les coutumes

- A - Donnais sa part
- B - Interpellation
- C - Bons courants d'air - Prison de futur empereur
- D - Titre de noblesse - Fixa solidement
- E - Envisagerai
- F - Aucun - Ile de Charente
- G - Prêtes à prendre la mer - Voile géante
- H - Dieu solaire - Portas jusqu'à la fin - Ile de Charente
- I - Direction normale des torrents - Disculper
- J - Regardera avec attention - Autre do
- K - Mesurent le terrain - Début de fleuve
- L - Obligations pour les propriétaire de forêts

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													



JEUX MÉDITERRANÉENS 2022

La commission de coordination du CIJM en visite de travail à Oran

La commission de coordination relevant du Comité international des jeux méditerranéens (CIJM) entamera mercredi une visite de travail à Oran pour examiner les dernières préparatifs en vue de la 19e édition des JM prévue cet été dans la capitale de l'Ouest du pays, a-t-on appris mardi des organisateurs de l'événement.

Au programme de cette nouvelle visite à Oran, des réunions avec les 12 commissions relevant du comité d'organisation local des JM qui dirige le gouverneur de la manifestation, Mohamed Aziz Derouaz, affirmant-on de même source. Il est prévu aussi que les hôtes d'Oran effectuent des visites d'inspection aux différents sites de compétition concernés par le rendez-vous sportif méditerranéen, notamment les derniers équipements non encore livrés, tels que le centre nautique et la salle omnisports, tous les deux relevant du nouveau complexe sportif d'Oran.

La mission de la commission de coordination du CIJM sera clôturée jeudi par une conférence de presse,



qui sera donnée par son premier responsable pour évaluer ses travaux, indiquent les organisateurs.

Préside par le Français, Bernard Amsalem, cette commission a accompagné les organisateurs des JM depuis le début des préparatifs de ce rendez-vous. Ses membres commencent à

débarquer à Oran dès ce jour, précise-t-on.

La ville d'Oran avait accueilli, en mars dernier, les travaux du comité exécutif du CIJM présidé par l'Italien Davide Tizano qui s'était dit, au cours de sa conférence de presse qu'il a animée à l'issue de son séjour à El Bahia, qu'il était satisfait

de l'avancement des préparatifs en vue du rendez-vous méditerranéen.

M. Tizano a été également impressionné par les nouvelles infrastructures sportives construites en prévision des JM et celles ayant bénéficié d'importants travaux de réaménagement.

Les JM d'Oran, initialement prévus pour l'été 2021, ont été reportés d'un an à cause de la crise sanitaire mondiale liée à la propagation du Coronavirus. Ils auront finalement lieu du 25 juin au 5 juillet 2022, rappelle-t-on.

C'est la deuxième fois que l'Algérie accueille cette manifestation sportive après l'avoir organisée à Alger en 1975 à l'occasion de la 7e édition.

La première étape des inscriptions attire un grand nombre de sportifs (organisateur)

La première étape des inscriptions des sportifs en vue de la 19e édition des Jeux Méditerranéens (JM) prévue cet été à Oran attire un grand nombre de candidats des 26 pays concernés, ce qui constitue "un indice encourageant quant à la réussite de l'événement", selon les organisateurs.

L'Algérie, pays hôte, sera représentée pour l'occasion par une délégation comportant un peu plus de 450 athlètes, qui vont concourir dans pratiquement les

24 disciplines sportives retenues dans le programme de ces JM, précise-t-on de même source. Outre l'Algérie, la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal devraient être représentés aussi par d'importantes délégations, surtout qu'il s'agit de pays ayant des traditions dans ces jeux, qu'ils ont d'ailleurs souvent dominés. Les comités sportifs olympiques de ces pays ont déjà transmis de larges listes de leurs athlètes dans le cadre de cette première étape des inscriptions,

lancée par le comité d'organisation des JM il y a de cela quelques semaines et qui s'achèvera fin mai en cours, a-t-on souligné de même source. Les JM d'Oran, initialement prévus pendant l'été 2021 ont été finalement reportés du 25 juin au 5 juillet 2022, à cause de la crise sanitaire mondiale liée à la propagation du Coronavirus. C'est la deuxième fois que l'Algérie accueille cette manifestation sportive après 1975, à l'occasion de la 7e édition.

SPORT - KUNG FU WUSHU

Les sélections algériennes en stage en prévision des Championnats d'Afrique



Les sélections algériennes de Kung Fu Wushu entreront en stage bloqué à Alger, à partir du 10 mai courant, pour poursuivre leur préparation en vue des importants rendez-vous continentaux à venir, a appris l'APS mardi auprès du président de la fédération, Yahia Bedour.

La sélection algérienne "senior" prépare la Coupe d'Afrique des nations, alors que les minimes, les cadets et les juniors préparent les prochains Championnats d'Afrique de la discipline, prévus du 25 au 31 mai courant à Chéraga (Alger).

"Les différentes sélections nationales de Kung Fu Wushu entreront en stage bloqué le 10 mai courant, dans un lieu qui reste à déterminer, pour poursuivre leur préparation en vue des importantes échéances internationales à venir, dont la Coupe d'Afrique des nations, en ce qui concerne les seniors, et les Championnats d'Afrique 2022, en ce qui concerne les minimes, les cadets et les juniors. Ce sera un stage précompétitif" a encore précisé Bedour. Chez les juniors, l'enjeu sera double, car outre le titre continental, la compétition sera qualificative aux prochains Jeux Africains de la Jeunesse (JAJ-2022), prévus au mois d'août prochain en Egypte.

"Concernant les minimes et les cadets, le stage débutera ce jeudi, à Chéraga" a conclu le premier responsable de la fédération algérienne de Kung Fu Wushu.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE (JUNIORS-SENIORS)

Près de 600 athlètes animeront la 31^e édition (Organisateurs)



Près de 600 athlètes, relevant des catégories juniors et seniors (messieurs et dames) animeront la 31e édition du Championnat National de Kung Fu Wushu, prévue à partir de mercredi, dans la salle omnisports de Bouzaréah (Alger), a appris l'APS mardi auprès des organisateurs. Il y aura un total de 395 athlètes chez les messieurs, dont les seniors concourront dans onze catégories de poids différentes, à savoir : celles des -48 kg, -52 kg, -56 kg, -60 kg, -65 kg, -70 kg, -75 kg, -80 kg, -85 kg, -90 kg et +90 kg. Chez les dames, la compétition devrait enregistrer la participation de 220 athlètes, qui seront engagées dans huit catégories de poids seulement, à savoir : celles des -48 kg, -52 kg, -56 kg, -60 kg, -65 kg, -70 kg, -75 kg et -80 kg.

La pesée des juniors (dames) et des seniors (dames) est prévu mercredi, à 17h00, selon les organisateurs. Elle se poursuivra jusqu'à 18h30, alors que le tirage au sort est prévu un peu plus tard dans la soirée, entre 21h00 et 22h00. La compétition débutera jeudi, avec les juniors (dames) et des seniors (dames), qui concourront à partir de 8h00, aussi bien en Kata qu'en Combat. Les finales seront immédiatement suivies de cérémonies protocolaires, pour la remise des médailles.

Le lendemain, la pesée et le tirage au sort se dérouleront suivant le même procédé chez les messieurs, avant de laisser place à la compétition et à la remise des médailles aux lauréats, prévues également suivant le même procédé que chez les dames.

JEUX OLYMPIQUES DES SOURDS-2022

Deux médailles de bronze pour les Algériens



Les athlètes algériens Hadj Kerah (karaté) et Youssa Bensalah (judo) ont remporté deux médailles de bronze des 24èmes Jeux olympiques des Sourds (Deaflympics) qui se déroulent à Caxia Do Sol au Brésil (1er au 15 mai).

Dans la catégorie des +84 kg, le karatéka Kerah a décroché le bronze, au même titre que Youssa Bensalah qui a pris également la médaille de bronze aux épreuves de judo. Par ailleurs, les karatékas Youcef Hassani (-75 kg) et Mohamed Larbi (-67 kg) se sont qualifiés à la

finale de leurs catégories respectives. L'Algérie prend part aux 24èmes Jeux olympiques des Sourds (Deaflympics) avec un effectif composé de 12 athlètes représentant les disciplines d'athlétisme, judo et karaté, sous la conduite des entraîneurs Tahar Salhi (athlétisme), Oulhadj Ouidir (judo) et Zaidi Idiri (Karaté). Pour rappel, les premiers Jeux olympiques des sourds ont eu lieu à Paris en 1924. La 23e édition des Deaflympics d'été s'est déroulée à Samsun (Turquie) du 18 au 30 juillet 2017.

CYCLISME SUR ROUTE - EVÈNEMENTS COMMÉMORATIFS DU 8-MAI 1945

Une course Bejaïa-Kherrata, sur 100 km

La Fédération algérienne de cyclisme (FAC), dans le cadre des événements commémoratifs des massacres du 8-Mai 1945, compte organiser une course cycliste le vendredi 6 mai courant, sur une distance de 100 kilomètres, entre Bejaïa et Kherrata.

"Une course sur route, destinée uniquement aux messieurs, dans les catégories juniors et seniors", a-t-on encore appris auprès de la Ligue de la Wilaya de Bejaïa, coorganisatrice de l'événement avec la FAC. "Les clubs participants auront le droit d'engager jusqu'à huit coureurs chacun", alors que le nombre limite autorisé par délégation est de douze personnes selon les organisateurs.

Ainsi, outre les coureurs, il ne devrait y avoir qu'un seul entraîneur, un seul

mécanicien, un seul chauffeur et un seul chef délégation par club.

"La course prendra son départ près de la Brise de Mer, dans la ville de Bejaïa (RN9), en passant par la Caserne militaire, Tadarth Tamokrante, Aït Sidi-Ali (CW 158), Barbacha (RN7), Kandira (RN75), Bouandasse (RN 75), et Tala Ifassen (W32A), pour s'achever dans la commune de Kherrata, par la W32A" ont détaillé les organisateurs.

"Environ 160 coureurs, représentant 20 clubs de différentes wilayas", devraient participer à cette course commémorative des événements tragiques du 8-Mai 1945.

Ce jour-là, des centaines de milliers de personnes parmi la population civile étaient sorties dans les rues, particu-



lièrement à Sétif, Guelma et Kherrata, pour réclamer l'indépendance de l'Algérie. Des marches pacifiques, réprimées dans le sang par l'armée coloniale, faisant un triste bilan de plusieurs dizaines de milliers de morts parmi les civils algériens.

LIGUE 1 (29E J) Le leader en péril à Tizi-Ouzou, lutte à distance pour le maintien

Le CR Belouizdad, leader du championnat de Ligue 1 de football, effectuera un déplacement périlleux à Tizi-Ouzou pour affronter la JS Kabylie, alors que l'Olympique Médéa et le HB Chelghoum-Laïd vont livrer un duel à distance dans la course pour le maintien, à l'occasion de la 29e journée, prévue vendredi et samedi.



Battu à la surprise générale lors de la précédente journée à domicile face au HB Chelghoum-Laïd (0-1), le Chabab (1e, 52 pts) enchaînera en déplacement face à la JSK (3e, 47 pts), dont la victoire est impérative pour non seulement renouer avec la gagne après deux matchs de disette, mais aussi préserver sa place sur le podium.

Un éventuel deuxième faux-pas de suite pour le CRB pourrait semer le doute chez les coéquipiers de Chouaïb Keddad, même s'ils leur reste encore à disputer quatre matchs en retard.

Le dauphin du MC Alger (2e, 48 pts), qui reste sur une belle victoire à la maison devant la JS Saoura (2-0), se rendra du côté des "Zibans" pour croiser le fer avec l'US Biskra (8e, 40 pts), qui aspire à faire un grand pas vers le maintien.

Troisième meilleure équipe à domicile en terme de statistiques (30 points pris sur 42 possibles, ndlr), l'USB partira favorite à domicile, même si les joueurs de l'entraîneur Youcef Bouzidi devront rester vigilants face à une équipe mouloudéenne qui ne compte pas effectuer le voyage en victime.

Le Paradou AC (3e, 47 pts), invaincu lors des trois dernières journées, effectuera un court déplacement à l'Arbaâ pour défier le RCA (13e, 32 pts), pour qui la victoire est impérative pour s'éloigner de la zone rouge.

La JS Saoura, l'autre équipe logée à la troisième place (47 pts), abordera la réception du CS Constantine (6e, 44 pts) avec la ferme intention de l'emporter et se racheter suite au revers concédé à Alger face au "Doyen".

Le CSC, qui cherche à se rapprocher du podium, sera certainement mis à rude épreuve à Béchar face à la deuxième meilleure équipe à domicile en championnat (31 points décrochés sur 42 possibles, ndlr).

L'ASO Chlef de l'entraîneur Samir Zaoui (6e, 44 pts), auteur de trois succès de rang, sera au rendez-vous avec le derby de l'Ouest face à son voisin le MC Oran (12e, 33 pts), qui lutte pour son maintien.

Si les Chélifiens bénéficieront de la faveur des pronostics eu égard de leur forme actuelle, les Oranais auront à cœur de frapper un bon coup à Chlef pour poursuivre leur mission de sauvetage, eux qui restent invaincus depuis sept journées.

L'USM Alger (10e, 39 pts), auteur d'un triste bilan de neuf matchs sans la moindre victoire, aura une belle occasion de mettre fin à cette période de

disette en accueillant la lanterne rouge le WA Tlemcen (18e, 13 pts), dont une défaite sera synonyme de relégation officielle en Ligue 2.

Dans le bas du tableau, la course pour le maintien fera rage entre le HB Chelghoum-Laïd (14e, 31 pts) et l'Olympique Médéa (15e, 28 pts), qui vont livrer une lutte à distance en affrontant respectivement à domicile le NC Magra (11e, 37 pts) et en déplacement le NA Hussein-Dey (16e, 22 pts).

Le Nasria, qui a déjà mis un pied en Ligue 2, n'aura plus droit à l'erreur s'il veut préserver un brin d'espoir pour le maintien. Le match ES Sétif - RC Relizane a été reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement de l'Entente en 1/2 finale (aller) de la Ligue des champions au Caire face aux Egyptiens d'Al-Ahly SC, prévue samedi (20h00).

Le programme

Programme des rencontres de la 29e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévues vendredi et samedi :

- Vendredi 6 mai :**
 RC Arbaâ - Paradou AC 16h00
 JS Kabylie - CR Belouizdad 17h45
 USM Alger - WA Tlemcen 18h00
Samedi 7 mai :
 NA Hussein-Dey - O. Médéa 16h00
 HB Chelghoum-Laïd - NC Magra 16h00
 ASO Chlef - MC Oran 16h00
 JS Saoura - CS Constantine 17h30
 US Biskra - MC Alger 18h00
Reportée :
 ES Sétif - RC Relizane

Classement :	Pts	J
1). CR Belouizdad	52	24
2). MC Alger	48	28
3). JS Saoura	47	26
-- JS Kabylie	47	27
--). Paradou AC	47	27
6). CS Constantine	44	27
--). ASO Chlef	44	28
8). ES Sétif	40	24
--). US Biskra	40	27
10). USM Alger	39	27
11). NC Magra	37	28
12). MC Oran	33	28
13). RC Arbaâ	32	27
14). HBC-Laïd	31	28
15). O. Médéa	28	28
16). NA Hussein-Dey	22	28
17). RC Relizane	16	28
18). WA Tlemcen	13	27

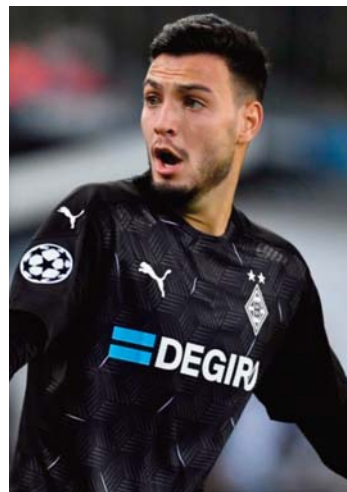
NB : les quatre derniers au classement sont relégués en Ligue 2 amateur.

BORUSSIA MONCHEGLADBACH Pas d'offre officielle pour Ramy Bensebaïni

Le défenseur international algérien, Ramy Bensebaïni, dont le nom a été associé à plusieurs cadors européens ces dernières semaines, n'a pas encore reçu d'offre officielle, a annoncé le directeur sportif du Borussia Mönchengladbach.

Le mercato estival approche à grands pas et les rumeurs de transfert se répandent pour Bensebaïni qui fait partie des joueurs annoncés au Borussia Dortmund, selon plusieurs sources.

D'après le journaliste italien Nicolo Schira, les dirigeants de Dortmund auraient fait une première offre de 17 millions d'euros pour recruter l'ex joueur du Paradou AC, à qui il ne reste qu'une seule année de contrat avec Gladbach. Des médias ont même évoqué des pourparlers, que la direction du club a démenti. Arrivé en Allemagne en août 2019 en provenance du Stade Rennais, contre 8 millions d'euros, le latéral gauche formé au Paradou AC est lié au Borussia Mönchengladbach jusqu'en 2023.



LIGUE DES CHAMPIONS (DEMI-FINALE RETOUR)/ES SÉTIF-AL-AHLY Le Tunisien Sadik Selmi au sifflet

La commission d'arbitrage de la Confédération africaine de football (CAF) a désigné l'arbitre tunisien Sadok Selmi, en vue de la demi-finale retour de la Ligue des champions entre l'ES Sétif et Al-Ahly d'Egypte, prévue le 14 mai au stade du 5-juliet d'Alger (20h00).

Il sera assisté par son compatriote Khalil Hassani et le Libyen Mohamed Aissa Attia, alors que le tunisien Haythem Guirat a été désigné arbitre de la VAR.

La demi-finale (aller) se jouera samedi prochain au stade Al-Salam au Caire (20h00). L'autre demi-finale opposera le WA Casablanca aux Angolais de Petro Atlético.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TOUGGOURT
 DAIRA DE TEMACINE
 COMMUNE DE BLIDET AMOR
 CODE FISCAL : 098430069124031

Avis D'Attribution Provisoire de D'appel Ouvert avec exigence de capacités minimales N°03/2022

Conformément au décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 Portant réglementation de marchés publics et des délégations de service public., Le Président d'A.P.C informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l' Avis D'appel Ouvert avec exigence de capacités minimales N° 03/2022 ayant pour opération :

*/- Réhabilitation de collecteur d'Assainissement près de l'ancien annexe communal de Goug sur 500 M/L

Paru dans les quotidiens nationaux: assawet eAlkhar du:29/03/2022et DK NEWS du:03/04/2022

a été attribué provisoirement aux entreprise suivante :

N°	soumissionnaires	Duré	Note globale	CODE FISCAL	Montant en T.T.C
01	ENTREPRISE TRAVAUX PUBLIC Construction et Hydraulique (DEHNE AHMED)	120 Jour	90 points	197047050034436	12.251.600,00 DA

Pour les autres soumissionnaires ceux d'entre eux qui sont intéressés de se rapprocher de ses services, ou plus tard trois (03) jour à compter du premier jour de la publication de l'évaluation provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financières.

Tout soumissionnaire qui conteste le choix opéré, peut introduire un recours dans les Dix (10) jours à compter de la premier parution de cet avis sur les quotidien nationaux au le BOMOP auprès de la commission de marché publique de la commune.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE L'ASO Chlef, un parcours de champion lors des 14 dernières journées

L'ASO Chlef a réalisé le parcours d'un champion au cours des 14 dernières journées, en collectant 33 points sur 42 possibles, ce qui lui a permis de faire une remontée spectaculaire au classement général de la Ligue 1 algérienne de football, dont il occupe actuellement le sixième rang, avec 44 unités.



En effet, au cours de leurs 14 derniers matchs en championnat, les Chéliens ont remporté dix victoires, contre trois nuls, et seulement une défaite.

La révolte des protégés de l'entraîneur Samir Zaoui a été déclenchée lors de la 15e journée, à l'occasion de la réception du WA Tlemcen.

Avant cette rencontre, les Rouge et Blanc se morfondaient dans le bas du tableau, et leur coach brandissait la menace de partir à cause des nombreux problèmes dans lesquels se débattait le club.

Mais depuis l'éclatante victoire face au WAT (4-0), l'ASO n'a plus cessé de surprendre, en enclenchant un nouveau départ, qui lui a permis de se hisser à la 6e place, qu'elle partage ex-aequo avec le CS Constantine, à l'issue de la 28e journée, disputée vendredi dernier.

Après le WAT, le MC Alger, qui joue les premiers rôles cette saison, fut la deuxième victime des "Lions de Chlef", qui ont réussi à battre les Algérois sur leur propre terrain, à l'occasion de la 16e journée, avant d'enchaîner une troisième victoire de rang, contre le CS Constantine, pour le compte de la 17e et dernière journée de la phase aller.

Cette série de succès a redonné confiance aux joueurs de l'ASO, selon leur entraîneur Zaoui, qui a consenti à son tour à revenir à de meilleurs sentiments, en décidant de poursuivre l'aventure avec le club où il a passé l'essentiel de sa carrière comme joueur.

Cela a aussi permis aux camarades du néo-international de la sélection des joueurs locaux, Khaled Dehammi, d'aborder la phase retour sous de meilleurs auspices. La preuve, leur moisson est très encourageante depuis le début de la deuxième manche du championnat,

en décrochant 24 points sur 33 possibles, après 11 journées de cette seconde partie de la compétition.

Et ce n'est pas tout, puisque les gars de Chlef n'ont concédé, jusque-là, qu'une seule défaite en cette phase retour, lorsqu'ils étaient tombés à domicile contre l'ES Sétif le 6 mars dernier pour le compte de la 20e journée.

Les poulains de Zaoui, qui restent sur trois victoires de suite, dont deux en déplacement, se voient ainsi se débarrassés du spectre de la relégation, et c'est en toute logique aussi qu'ils ont revu leurs objectifs à la hausse, comme le souligne leur coach.

L'ASO vise désormais une place qualificative à une compétition internationale.

Cela passe par terminer le championnat parmi les six premiers, puisque les quatre premiers disputeront les deux compétitions africaines (Ligue des champions et coupe de la Confédération) et les deux autres joueront la coupe arabe, qui devrait être relancée la saison prochaine, rappelle-t-on.

Ce parcours de premier ordre des Rouge et Blanc, de surcroît avec un effectif jeune, composé essentiellement d'éléments peu connus sur la scène footballistique nationale, leur a attiré l'admiration des observateurs, d'autant plus que le club est toujours englué dans une crise financière aigue, a encore déploré son coach.

Lors de la prochaine journée, prévue pour ce week-end, les Chéliens accueilleront le MC Oran, qui lutte pour son maintien parmi l'élite, mais qui reste invaincu depuis huit matchs.

Un derby de l'Ouest qui s'annonce passionnant, entre deux adversaires aux objectifs diamétralement opposés.

MONDIAL-2022

Les barrages intercontinentaux dans le même stade au Qatar en juin

Les derniers barrages intercontinentaux pour le Mondial-2022 entre le Pérou et le vainqueur d'Australie-Emirats arabes unis, d'une part, et le Costa Rica et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, auront lieu les 13 et 14 juin dans le stade Ahmad ben Ali, a annoncé la Fifa mercredi.

"Le 13 juin, les vainqueurs du barrage (...) Australie-Emirats arabes unis, organisé le 7 juin dans le même stade, af-

fronteront le Pérou (...). Le lendemain, le Costa Rica (...) affrontera la Nouvelle-Zélande.", précise l'instance dans un communiqué. Ces deux matches ont été programmés à 21h00 heure du Qatar.

Le vainqueur du barrage du 13 juin (Pérou, Australie ou Emirats arabes unis) rejoindra le Groupe D avec la France, championne du monde, le Danemark et la Tunisie.

Le vainqueur du bar-

rage du 14 juin (Costa Rica ou Nouvelle-Zélande) sera versé dans le Groupe E, avec l'Espagne, l'Allemagne et le Japon.

Pendant le Mondial, le stade Ahmad ben Ali accueillera six matches de groupes ainsi qu'un huitième de finale.

Inauguré le 18 décembre 2020, le stade du club d'Al Rayyan a accueilli quatre matches de la Coupe arabe fin 20 21.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA D'ILLIZI

Adresse : Nouvelle cite administrative Illizi

Nif N° : 000.1330.1900.0854

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N° : 17/2022

La Direction de l'Urbanisme de l'architecture et de la Construction de la Wilaya d'ILLIZI lance un avis d'appel d'offres national avec exigence de capacités minimales pour:

Travaux d'aménagements urbain et amélioration urbain a travers commune DJANET.

- Lot 01 : Réalisation des réseaux : AEU, AEP, Réseau d'évacuation des eaux pluviales, Réseau d'eau d'incendie à cité CHAABAT LOSS.
- Lot 02 : Réalisation des réseaux : AEU, AEP, Réseau d'évacuation des eaux pluviales, Réseau d'eau d'incendie à cité EL DJAZIRA.

Les capacités minimales permettant de participation à cette d'appel d'offres :

- Les capacités professionnelles : les entreprises qualifiées, de catégorie, trois (03) ou plus, activité principale en **hydraulique** en cour de validité.

- Les capacités matérielles : les entreprises doivent posséder au moins une pelle mécanique.

Toutes les entreprises qui remplissent les condition minimales spécifiées, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction de la wilaya d'illizi.

Les offres accompagnées des documents suivants :

1- Dossier de candidature

- la déclaration de candidature, jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
- la déclaration de probité, jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
- la copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale.
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Copie conforme du certificat de qualification et de classification professionnelle en cour de validité.
- Liste de l'encadrement du projet appuyé par des justifications de diplômes et déclaration aux services de la CNAS pour les cadres.
- Liste des moyens matériels mis à la disposition du projet appuyée par des justifications prouvant la propriété du matériel (les cartes grises + certificats d'assurance en cour de validité).
- Copie conforme du registre commercial électronique.
- Certificat de dépôt des comptes 2020.
- Certificats de réalisation pour des projets similaire dans les dernières 05 années a renseignée, datées et signées par les maîtres d'ouvrage.
- Planning prévisionnel d'exécution des travaux renseignée, datée et signée

-2- OFFRE TECHNIQUE:

N°	Désignation des pièces
01	Déclaration à souscrire datées et signées
02	L'instruction aux soumissionnaires, Cahier des charges dûment remplies, datées et signées
03	Mémoire technique justificatif dûment remplies, datées et signées

-3- OFFRE FINANCIERE

N°	Désignation des pièces
01	Lettre de soumission dûment remplie, datée et signée.
02	Bordereau des prix unitaires dûment rempli, daté et signé.
03	Devis quantitatif et estimatif dûment rempli, daté et signé.

NB : Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés

uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché (Art 69 du D.P 15/247).

Les offres doivent être déposées auprès de la : Direction de l'Urbanisme de l'architecture et de la Construction de la Wilaya d'ILLIZI le **quinzième (15ème)** jour à compter du 1er jour de la publication du présent avis dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux et ce avant 11 : 00 H

Les offres techniques et financières devront être distinctes et contenues dans des plis séparés avec indication pour chaque pli « Offre technique » et « Offre financière ». Elles sont remises en un seul pli, sous double enveloppe dont l'extérieure sera anonyme et ne contenant que la mention

A monsieur le directeur de l'urbanisme de l'architecture et de la construction de la wilaya d'illizi

Travaux d'aménagements urbain et amélioration urbain a travers commune DJANET.

- Lot 01 : Réalisation des réseaux : AEU, AEP, Réseau d'évacuation des eaux pluviales, Réseau d'eau d'incendie à cité CHAABAT LOSS.
- Lot 02 : Réalisation des réseaux : AEU, AEP, Réseau d'évacuation des eaux pluviales, Réseau d'eau d'incendie à cité EL DJAZIRA.

<< a n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres >>

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant 90 jours + durée de préparation des offres comptée à partir de la date de dépôt des offres.

L'ouverture des plis (technique et financière) se fera à 11 H30, en séance publique au Siège de La Direction de l'Urbanisme de l'architecture et de la Construction de la Wilaya d'ILLIZI. Au cas où la date de l'ouverture coïncide avec une journée non ouvrable, l'ouverture des plis s'effectuera le Premier jour ouvrable suivant à la même heure.

NB :

- Est exclue toute offre ne répondant pas aux conditions minimal d'éligibilité demandé, même si l'offre financière est moins disant.
- Est exclue toute offre d'un soumissionnaire possédant un projet connaissant un retard non justifié, ou une mise en demeure (ou plus) dans projet en cour de réalisation, ou résiliation dans les dernières 06 mois.

LIVERPOOL : un contrat record avec un sponsor ?

Finaliste de la Ligue des Champions et toujours en lice pour un fabuleux quadruplé, Liverpool traverse une des meilleures périodes de son histoire. Logiquement, les sponsors n'hésitent pas à sortir le chèque pour profiter de cette belle exposition. Selon le Daily Mail, la banque Standard Chartered, liée aux Reds jusqu'à la fin de la saison prochaine, négocie actuellement pour prolonger son contrat. Alors qu'ils encaissent actuellement 47 millions d'euros par an avec ce sponsor, les dirigeants des Reds pourraient doubler ce montant et récupérer 94 millions d'euros par saison ! Un renouvellement qui ferait de ce sponsoring maillot le plus cher de l'histoire du football, loin devant le Real Madrid, qui touche 70 millions d'euros par an avec Fly Emirates.



JUVENTUS
Dybala vers l'Inter

En fin de contrat en juin prochain, Paulo Dybala (28 ans, 35 matchs et 14 buts toutes compétitions cette saison) va quitter la Juventus. Alors qu'il a l'embaras du choix pour son avenir, l'attaquant argentin devrait trahir la Vieille Dame en rejoignant son ennemi juré, l'Inter.

D'après La Gazzetta dello Sport, le Sud-Américain s'est mis d'accord avec l'actuel champion d'Italie, qu'il estime le plus à même de lui proposer un projet intéressant sur le moyen terme. Il pourrait s'y engager pour quatre saisons, soit jusqu'en juin 2026, avec un salaire annuel estimé à 6 millions d'euros net plus des bonus.

BARCELONE
Alves espère prolonger

Revenu en novembre dernier, cinq années après son départ pour la Juventus, Daniel Alves (38 ans, 13 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) se plaît au FC Barcelone. Même s'il n'a pas énormément joué, le latéral droit brésilien, lié au club catalan jusqu'en juin prochain, espère prolonger pour une année supplémentaire, affirme Marca. Une requête à laquelle les dirigeants blaugrana pourraient répondre favorablement, ces derniers étant conscients de l'importance de l'Auriverde au sein du vestiaire. Affaire à suivre.

CHELSEA
Vente compliquée par Abramovitch ?

Sanctionné par le gouvernement britannique en raison de ses liens avec le Président de la Russie Vladimir Poutine après le début de la guerre en Ukraine, le propriétaire de Chelsea Roman Abramovitch a décidé de mettre en vente le club londonien depuis mars. Pour faciliter la cession des Blues, l'homme d'affaires s'était même engagé à ne pas réclamer le remboursement des prêts.

Mais selon les informations du sérieux média The Times ce mardi, le Russe pourrait revenir sur cette promesse afin de récupérer cet argent, soit 1,8 milliard d'euros. Chelsea aurait d'ailleurs informé le gouvernement de la nécessité de restructurer la vente. Autant dire que ce changement pourrait sérieusement retarder une éventuelle opération, même si Todd Boehly se trouverait en négociations exclusives avec Abramovitch pour récupérer le champion d'Europe en titre.

Demiral ne reviendra pas

Prêté à l'Atalanta par la Juventus en début de saison et plutôt à son aise sous les ordres de Gian Piero Gasperini, Merih Demiral (24 ans, 39 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) va rester à Bergame. Comme nous l'append le journaliste Romeo Agresti, correspondant Juve pour Goal Italia, la Dea va payer l'option d'achat légèrement supérieure à 20 millions d'euros pour conserver le défenseur central turc. Arrivé à Turin en 2019, l'international turc n'aura jamais vraiment réussi à s'imposer, et le voilà donc parti pour de bon.

REAL MADRID
Jovic s'est proposé à Dortmund

En échec total avec le Real Madrid, Luka Jovic (24 ans, 17 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison) devrait profiter du mercato estival à venir pour changer d'air. Selon Sport1, l'attaquant serbe verrait d'un bon œil un retour en Bundesliga, où il a brillé avec l'Eintracht Francfort, et a proposé ses services au Borussia Dortmund pour remplacer Erling Braut Høland. Reste désormais à savoir la position des dirigeants du Bvb, qui sont sur le point de finaliser l'arrivée de Karim Adeyemi, désigné comme le successeur du buteur norvégien.



MESSAGES DE CONDOLÉANCES DU PRÉSIDENT TEBBOUNE Suite aux décès du moudjahid Ghouti Benmelha...

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, vendredi, un message de condoléances à la famille du moudjahid et avocat Ghouti Benmelha, décédé à l'âge de 94 ans.

"Mes sincères condoléances et ma profonde compassion à la famille du moudjahid et avocat Ghouti Benmelha et à la famille révolutionnaire, priant Allah le Tout puissant de l'entourer de Sa sainte miséricorde et de prêter aux siens patience et réconfort", a écrit le président Tebboune dans son message de condoléances, affirmant que le défunt était "l'un des membres éminents du collectif de défense des moudjahidine et civils

emprisonnés par le colonialisme".

Né le 26 janvier 1928 à Sougueur dans la wilaya de Tiaret et après ses études dans les cycles primaire et moyen, le défunt a décroché le diplôme du baccalauréat ès lettres et il a rejoint ensuite l'Institut des études supérieures islamiques et obtient un diplôme en 1951.

En 1954, il décroche une licence en droit qui lui permet d'adhérer au syndicat des avocats lors du déclenchement de la

glorieuse guerre de libération.

De 1955 à 1962, le défunt fut l'un des membres du collectif de défense des administrateurs et des détenus algériens, avant son arrestation et son emprisonnement pendant trois ans dans les prisons de Berrouaghia (Médéa) et Sidi Bel Abbès.

Au lendemain de l'indépendance, le défunt moudjahid avait occupé plusieurs postes de responsabilité

comme conseiller au tribunal de l'ordre public puis chef de cabinet du ministère de la Justice. Il rejoint le corps des avocats comme secrétaire général de l'Union nationale des ordres des avocats puis vice-doyen de la faculté de droit après avoir obtenu un doctorat d'Etat en droit à Paris 2.

Egalement directeur de l'Ecole supérieure de magistrature (ESM), le défunt compte plusieurs ouvrages juridiques à son actif.

... et du moudjahid Ali Amgoud

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté ses sincères condoléances à la famille du moudjahid Ali Amgoud, décédé mardi à l'âge de 95 ans, saluant la lutte du défunt et ses apports durant la Glorieuse guerre de libération. Le défunt était officier de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la wilaya III historique, militant du mouvement national et membre de l'Organisation spéciale. Le 5 juillet 1962, Ali Amgoud accompagné du défunt colonel Akli Mokrane, dit Mo-

hand Oulhadj, étaient les premiers à hisser le drapeau national à Sidi Fredj. Au lendemain l'indépendance, le défunt a participé au processus d'édification. Il s'est vu confier plusieurs responsabilités, dont celle de membre du Conseil national de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), outre sa contribution aux activités liées à l'histoire de la Guerre de libération. Le défunt sera inhumé, mercredi, au village d'Ait Gouaret, dans la commune de Timizart, à l'Est de Tizi-Ouzou.

MESSAGE DU PRÉSIDENT AUX PARTENAIRES SOCIAUX L'Etat attaché au dialogue permanent avec les partenaires sociaux

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé samedi l'attachement de l'Etat au dialogue permanent avec les partenaires sociaux afin de garantir la transparence et le respect total des lois lorsqu'il s'agit d'actions de revendication. Dans un message adressé aux travailleurs algériens à l'occasion de la Journée internationale des Travailleurs (1^{er} mai), lu en son nom par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, le Président Tebboune a indiqué que "l'Etat est attaché au dialogue permanent avec les partenaires sociaux afin de garantir la transparence et le respect total des

lois lorsqu'il s'agit d'actions de revendication". Il a relevé, dans ce cadre, avoir donné des "orientations pour l'élaboration d'une loi-cadre régissant le travail syndical et l'enrichissement de sa teneur à travers la concertation et le débat avec les professionnels". Le projet de loi doit prendre en ligne de compte, poursuit le Chef de l'Etat, "les chartes et conventions ratifiées par l'Algérie, permettre une véritable représentation des syndicats et l'engagement à promouvoir le volet socioprofessionnel des travailleurs loin des conflits politiques qui ont vidé l'action syndicale de sa véritable essence". Le Président Tebboune a appelé, sur

cette base, "l'ensemble des organisations syndicales à mesurer l'ampleur de leurs responsabilités à l'égard des travailleurs, des travailleurs et des entreprises, et du rôle qui leur incombe pour garantir la stabilité sociale, le développement de la production, l'augmentation du rendement, et une adaptation continue aux mutations socio-économiques, d'autant que les tensions dans le monde nous interpellent à faire preuve de détermination et à remporter l'enjeu des défis du développement durable, de la numérisation et de l'économie de la connaissance, qui sont des piliers pour la réussite et la prospérité des nations".

DÉCÈS DU COMÉDIEN MOHAMED HAZIM Le Président Tebboune présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté ses condoléances à la famille du comédien Mohamed Hazim, décédé mercredi à Oran à l'âge de 70 ans, des suites d'une longue maladie. Le Président Tebboune a exprimé "ses sincères condoléances et sa profonde

compassion" à la famille du défunt et à toute la famille culturelle et artistique, mettant en avant le talent du comédien, "une figure emblématique et un artiste talentueux qui a dessiné le sourire et apporté la joie à travers des programmes radiophoniques et télévisés ciblés et amusants". A

rappeler que le défunt Mohamed Hazim a été pris en charge au niveau de l'hôpital militaire régional universitaire "Docteur Amir Mohamed Benaïssa" d'Oran, suite aux instructions du président de la République.

Le défunt sera inhumé jeudi au cimetière d'Ain Beida à Oran.

Inhumation du défunt aujourd'hui

Le comédien Mohamed Hazim, l'un des membres de la troupe comique "Bila Houdoud", est décédé, mercredi, à l'hôpital militaire régional universitaire "Docteur Amir Mohamed Benaïssa" d'Oran, à l'âge de 70 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris de la directrice locale de la culture et des arts, Salhi Bouchra.

Le défunt était l'une des figures artistiques appréciées du public algérien, de par ses sketches comiques au sein de la

célèbre troupe "Bila houdoud", en compagnie de Mustapha et Hamid, diffusés après l'Iftar durant le mois de Ramadhan dans les années 90, un trio qui avait connu un grand succès à l'échelle nationale.

Mohamed Hazim a entamé son parcours artistique avec la troupe "Théâtre des travailleurs d'Oran" (TTO), relevant de l'association culturelle "Amel", au début des années 80. Il a campé plusieurs rôles dans des pièces comme "El-Fougaâ".

Le défunt a également joué dans plusieurs films comiques produits par des coopératives privées à Oran. A l'annonce de sa maladie, le défunt Mohamed Hazim a été pris en charge au niveau de l'hôpital militaire régional universitaire "Docteur Amir Mohamed Benaïssa" d'Oran, suite aux instructions du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune. Le défunt sera inhumé, aujourd'hui, au cimetière d'Ain Beida, a-t-on appris de sa famille.

BOURSE D'ALGER Les transactions d'actions progressent de 63% en 2021

La valeur des transactions sur le compartiment d'actions de la Bourse d'Alger a progressé de 63% en 2021, confirmant la reprise de l'activité sur le marché, mais demeure en deçà de son niveau de l'avant la pandémie, selon le rapport annuel de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob).

Les échanges sur le compartiment d'actions ont atteint 127,907 millions de dinars (DZD), contre 78,458 millions DZD en 2019, loin des 248,990 millions DZD enregistrés en 2019 et 205,797 millions DZD en 2018. Cette activité, souligne la Cosob, a été boostée notamment par les échanges sur les titres Biopharm qui occupe à lui seul, 53% des transactions sur le marché et sur Alliance Assurances avec 30% des échanges sur le marché.

Quant au nombre de titres échangés sur le marché, il a augmenté de +17,8% après une baisse historique de -64,8%, en 2020.

En 2021, quelque 244.399 titres ont été échangés confirmant la reprise de l'activité sur le marché, après 87.796 titres échangés en 2020, 249.696 titres en 2019 et 225.405 en 2018.

Toutefois, "la reprise de l'activité en 2021 n'a pas permis de couvrir les pertes enregistrées pendant l'année 2020 en raison de la pandémie qui a divisé l'activité par 3 pour les échanges en valeur et par 2,84 pour les échanges en volume", explique la Cosob.

Les échanges en volumes ont porté, principalement, durant l'année écoulée sur le titre Alliance Assurances avec 61% des actions échangées, marquant un regain d'intérêt à son égard, qui peut être expliqué par son prix abordable et par la politique de dividendes incitative adoptée par la société, selon le rapport.

Le Titre Biopharm vient en deuxième position en termes des échanges en volume avec 22% de la part du marché, suivi de par celui de Saïdal (14%) et le titre de la chaîne EGH El Aurassi (3%).

La Cosob indique, par ailleurs, que le nombre des opérations d'échange s'est élevé à 219 transactions contre 179 transactions en 2020, 434 en 2019 et 440 en 2018.

"Le nombre peu important des transactions sur le marché témoigne de la faiblesse de la Bourse d'Alger et du peu d'engouement qu'elle suscite auprès des opérateurs publics et privés", note l'autorité dans son rapport.

S'agissant du compartiment des PME de la Bourse d'Alger, le titre AOM Invest n'a enregistré aucune transaction sur des actions anciennes, hormis les augmentations de capital au profit de ses actionnaires historiques. Ce compartiment compte une seule entreprise cotée depuis le 12 dé-

cembre 2018, admise avec inscription directe, suite au placement de 10% de son capital auprès d'investisseurs institutionnels.

La capitalisation boursière augmentée de 6,4%

Le marché des obligations, quant à lui, n'a pas connu de nouvelles introductions en 2021. La dernière émission d'emprunt obligataire coté en Bourse, remonte à l'année 2009 et l'échéance du dernier emprunt obligataire coté remonte à 2016.

Sur le marché obligataire institutionnel (hors Bourse), quatre emprunts obligataires sont en circulation au 31 décembre 2021 dont l'encours global s'élève, à 162,4 milliards DZD contre 163,8 milliards de dinars à la fin de l'année 2020, (-1,4 milliards DZD).

Par ailleurs, le marché des obligations assimilable du Trésor (OAT) a enregistré à la fin de l'année 2021, 30 lignes OAT cotées en Bourse.

L'encours global des OAT s'élève à 512,647 milliards DZD en 2021 contre 518,985 milliards DZD en 2020, soit une baisse de l'ordre de -1,2 sur un an. Le montant émis au courant de l'année se situe autour de 23,45 milliards DZD contre 52,626 milliards DZD, soit une baisse de -55,43% sur un an. Pour sa part, le montant des OAT qui arrive à échéance en 2021 s'élève à 34,094 milliards DZD, indique le rapport.

La capitalisation boursière globale de la place d'Alger s'élève à 45,640 milliard DZD au 31 décembre 2021. Comparativement à la même période de l'année 2020, la Bourse d'Alger a gagné 6,43% de sa capitalisation en 2021 après avoir perdu 10% entre juillet 2019 et décembre 2020.

Cette amélioration est justifiée par la reprise de l'activité des sociétés cotées et la pression sur la demande des titres sur deux titres en particulier, Biopharm et Alliance Assurances, selon le document. Comparativement au PIB, la capitalisation boursière représente moins de 0,5% du PIB en 2021 : "Ces chiffres renseignent sur la contribution insignifiante de la Bourse d'Alger dans le financement de l'économie", souligne la Cosob.

Durant l'année 2021, la Commission n'a pas délivré de visa pour l'émission des emprunts obligataires. De même, aucune obligation n'a été admise à la cote officielle de la Bourse d'Alger. La commission a octroyé, sous réserve, son visa au projet de notice d'information de la société S. Five portant sur une opération d'augmentation de capital social par appel public à l'épargne, par un placement préalable sur le marché primaire auprès des investisseurs institutionnels.

BEJAIA

4 morts et 3 blessés dans une collision entre deux véhicules légers

Quatre (4) personnes sont mortes et 3 autres ont été blessées mercredi dans une collision entre deux véhicules légers survenue sur la pénitente Bejaia-Ahniif, précisément sur l'axe Takerietz-Ahniif, non loin de la localité de Tazmalt, à 80 km à l'ouest de Bejaia, a indiqué la Protection civile. L'accident a mis en cause un véhicule immatriculé dans la wilaya de Bouira et un autre enregistré dans la wilaya d'Alger dont le choc a coûté la vie à quatre personnes et engendré des blessures à deux autres personnes tous convoqués dans le premier le véhicule et des blessures relativement grave au conducteur du véhicule adverse, a-t-on précisé. Trois femmes et un homme ont ainsi péri sur place et les autres blessés, notamment une femme et un enfant ont été évacués dans des états divers de gravité à la polyclinique de Tazmalt, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.